

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 MARS 1902

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1902 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. DE LANTSHEERE.

MESSIEURS,

Les sommes demandées à la Législature pour le Budget du Ministère de la Justice en 1902 s'élèvent à 26,791,400 francs. Les crédits alloués en 1901 montent à 26,419,900 francs, soit une augmentation de 371,500 francs.

Cette augmentation porte sur les dépenses ordinaires à concurrence de 276,500 francs. Ces dépenses, qui ont été de 25.604,900 francs en 1901, figurent au budget actuel pour 25,881,400 francs.

Quant aux dépenses exceptionnelles, elles se chiffrent, pour l'exercice 1902, à 910,000 francs, tandis qu'elles n'atteignaient que 815,000 francs en 1901. L'augmentation, de ce chef, est donc de 95,000 francs.

L'augmentation totale se décompose de la manière suivante :

Première section. — Dépenses ordinaires.

CHAPITRE I^{er}. — *Administration centrale.*

Art. 5. Frais de route et de séjour et missions à l'étranger fr.	1,000 »
--	---------

CHAPITRE II. — *Ordre judiciaire.*

Art. 8. Cours d'appel. — Personnel	7,500 »
Art. 9. Cours d'appel. — Matériel. — Indemnités	
A reporter. . fr.	8,500 »

(1) Budget, n° 4, IV.

(2) La section centrale, présidée par M. NERINCX, était composée de MM. FERON, MABILLE, CARTUYVELS, DE LANTSHEERE, HARMIGNIE, FRÉDÉRIC DELVAUX.

Report. . fr.	8,500 »
aux greffiers pour le matériel des greffes	2,700 »
Art. 10. Tribunaux de première instance et de commerce. — Personnel	4,000 »
Art. 11. Tribunaux de première instance et de commerce. — Indemnités aux greffiers pour le matériel des greffes	10,000 »
Art. 12. Justices de paix et tribunaux de police. — Personnel.	17,500 »
Art. 13. Justices de paix et tribunaux de police. — Indemnités aux greffiers pour le matériel des greffes	10,000 »

CHAPITRE III. — *Justice militaire.*

Art. 14. Cour militaire. — Personnel. — Indemnités pour le service du secrétariat de l'auditeur général.	1,000 »
--	---------

CHAPITRE VIII. — *Cultes.*

Art. 51. Clergé supérieur du culte catholique	400 »
Art. 52. Clergé inférieur du culte catholique	9,000 »
Art. 54. Culte protestant et anglican. — Personnel	1,600 »

CHAPITRE IX. — *Bienfaisance.*

ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE ET D'ALIÉNÉS.

Art. 41. Frais d'entretien et de transport d'indigents que la loi met à charge de l'État	200,000 »
--	-----------

CHAPITRE X. — *Prisons.*

Art. 53. Traitements des fonctionnaires et employés	50,000 »
TOTAL fr.	294,500 »

Dont il faut déduire les diminutions opérées sur les crédits suivants :

Art. 6. Cour de cassation. — Personnel fr.	5,000 »
--	---------

Art. 44. Écoles de bienfaisance de l'État. — Personnel (y compris les frais de voyage des membres des comités d'inspection et des fonctionnaires et employés des dits établissements)	7,000 »
---	---------

D'autre part. . . . fr.	10,000 »
-------------------------	----------

D'autre part. . fr.	10,000 »	
Art. 46. Écoles de bienfaisance de l'État. — Matériel. — Bâtiments et immeubles	8,000 »	18,000 »
RESTE . . fr.	276,500 »	

Deuxième section. — Dépenses exceptionnelles.

CHAPITRE XIII. — *Services divers.*

Ce chapitre comporte une augmentation totale de . fr. 95,000 »

Il en résulte que l'augmentation générale du budget de 1902, par rapport à celui de 1901, s'élève à . . . 571,500 »

La note préliminaire du budget donne au sujet de ces augmentations les renseignements suivants :

L'augmentation de l'article 5 est nécessitée par l'accroissement des frais de route et de séjour constaté durant les années antérieures. Il en est de même de l'augmentation de l'article 9, destinée à mettre ce crédit en rapport avec les besoins constatés les années précédentes.

L'augmentation des articles 8, 12 et 14 résulte de l'application des lois et arrêtés concernant les traitements.

L'augmentation de l'article 10 a pour cause la création de plusieurs places dans l'ordre judiciaire, charge compensée d'ailleurs, en majeure partie, par la réduction de certains traitements, conformément aux lois et règlements sur la matière.

L'augmentation des articles 11 et 13 a pour objet de faciliter le paiement des taxes dues aux témoins, tant dans les greffes des tribunaux de première instance que dans ceux des justices de paix. Il faut, en conséquence, mettre à la disposition des greffiers un certain fonds de roulement qui leur permette de faire l'avance de ces taxes. Celles-ci leur sont remboursées ultérieurement par le receveur de l'enregistrement. Et le fonds de roulement ainsi constitué peut servir indéfiniment. C'est dire que cette augmentation est essentiellement temporaire.

L'augmentation des articles 31 et 32 résulte de l'application de la loi concernant les traitements du clergé catholique, ainsi que de la création projetée d'un certain nombre de places, combinée avec des réductions de traitements, conformément aux dispositions légales.

L'article 34 comprend une augmentation de 1,600 francs, destinée à allouer un traitement au pasteur de la communauté protestante de Wasmes.

L'augmentation de l'article 41 résulte de l'application de la loi qui met à la charge de l'État l'entretien et le transport de certains indigents. Cette augmentation considérable a pour but de mettre le chiffre du budget en rapport avec les dépenses auxquelles le crédit doit pourvoir, et qui ne peuvent être limitées.

Le crédit de l'article 44 est diminué de 15,000 francs, par suite du passage de six employés de l'École de bienfaisance de Namur dans l'Administration des Prisons.

D'autre part, cette réduction est compensée à concurrence de 8,000 francs par le transfert à cet article des dépenses occasionnées par les frais d'habillement et d'équipement des surveillants, qui figuraient antérieurement à l'article 46. Ce dernier article se trouve donc diminué d'autant.

L'article 45 (ancien) a été scindé en deux articles nouveaux : 45 et 46, afin de séparer les dépenses se rapportant aux élèves mis à la disposition du Gouvernement de celles concernant les écoles de bienfaisance.

L'article 53 comporte une augmentation nécessitée par la création de quelques places de surveillants et de commis, ainsi que par l'accroissement des traitements conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Quant aux dépenses exceptionnelles, elles comprennent des crédits nouveaux pour une somme globale de 910,000 francs. Cette augmentation est compensée à concurrence de 815,000 francs par la disparition de crédits figurant au budget antérieur. La seule augmentation notable, portant sur un crédit qui existait déjà auparavant, se rapporte à la construction de prisons cellulaires à Audenarde, Turnhout, Nivelles et Bruxelles.

Ces diverses augmentations n'ont donné lieu à aucune observation spéciale devant la section centrale. Le crédit relatif à la construction de prisons cellulaires a provoqué un échange de vues sur la valeur du régime cellulaire, envisagé en lui-même. Nous y reviendrons plus loin.

EXAMEN DANS LES SECTIONS.

Les sections ont formulé, à propos du budget, une série d'observations que nous croyons utile de mettre sous les yeux de la Chambre.

Première section. — Un membre fait remarquer, sur l'article 42, qu'une indemnité, à titre de droit, et non à titre de secours, devrait être accordée aux miliciens qui ont contracté une infirmité au service.

Un membre insiste pour qu'on discute au plus tôt la réorganisation de la bienfaisance publique. Cette discussion devrait être rattachée à celle du budget de la Justice, ainsi que l'examen et le vote du projet de loi relatif au traitement des greffiers. Un membre émet le vœu de voir améliorer la situation des communes frontalières qui ont été victimes de la modification de la loi du 27 novembre 1894. Un autre membre appuie cette remarque, et fait observer qu'il y aurait lieu de s'occuper de la protection de l'enfance et de la revision de certaines dispositions du Code de procédure pénale. Un autre membre voudrait qu'on s'occupât au plus tôt de la question de la recherche de la paternité.

Un membre demande le dépôt et la discussion d'un projet de loi réglant la procédure d'opposition aux jugements des tribunaux correctionnels rendus par défaut. Un autre membre préconise une réforme du mode de désignation des huissiers chargés de signifier les jugements par défaut.

Un autre membre insiste pour le dépôt d'un projet de loi sur les émissions publiques.

Examinant les articles du budget, un membre désirerait savoir à quelles missions se rattache le crédit de l'article 5. Un autre membre fait observer que les frais de la Cour militaire ont augmenté de plus d'un tiers, en comparaison des années précédentes. Un autre membre émet le vœu de voir augmenter le nombre des chambres du tribunal de commerce de Bruxelles, et de voir améliorer la situation des commis greffiers de ces tribunaux. Un membre fait observer combien il est regrettable de voir, dans les palais de justice, les prévenus conduits les menottes aux mains. Des membres appuient ces observations et demandent qu'on attire l'attention de M. le Ministre de la Justice sur ces abus. Un autre membre fait une remarque analogue à propos des détenus que l'on conduit dans les gares en présence du public.

Un membre fait ressortir les abus de la publicité donnée aux arrêts et aux jugements. Certaines pièces, produites au cours de procès, sont publiées dans des recueils. Il conviendrait aussi de ne pas publier les noms des parties. Un autre membre signale à M. le Ministre les abus de la détention préventive.

Un membre, enfin, demande que le Gouvernement fournisse des explications sur l'emploi des fonds de la Sûreté publique.

Deuxième section. — Un membre désire savoir quelles sont les intentions du Gouvernement relativement à l'établissement d'une prison cellulaire pour femmes à Bruxelles. Un autre membre voudrait savoir où en sont les travaux de la prison cellulaire d'Audenarde.

Un membre demande que le Gouvernement fournisse l'état nominatif des fonctionnaires et des officiers pensionnés qui, en sus de leur pension, reçoivent un traitement, une rétribution ou une indemnité à charge du budget.

Troisième section. — Un membre fait observer que, dans les statistiques judiciaires, on a négligé d'indiquer la profession des condamnés.

Quatrième section. — Un membre demande quand le Gouvernement déposera un projet de loi sur la réorganisation de la bienfaisance. Un autre membre fait observer, à propos de la construction de nouvelles prisons cellulaires, que ce régime est discuté par des criminalistes éminents. Il faudrait que les résultats de ce régime fussent examinés de plus près à l'aide de documents. Un membre désirerait que la publication des documents officiels fut entreprise par une société coopérative, comme cela se pratique pour le *Journal Officiel* français. Il en est résulté une économie fort notable.

A propos du chapitre relatif aux cultes, des membres se déclarent partisans de la séparation de l'Église et de l'État.

Cinquième section. — Des membres demandent que le tribunal de Liège passe de la seconde classe à la première. Un membre demande la création

d'une chambre définitive à la place d'une chambre temporaire fonctionnant au tribunal de première instance de Gand. Un autre membre demande que l'on examine si l'on ne pourrait faire échapper à la loi de comptabilité générale les exploitations agricoles des établissements de bienfaisance.

Sixième section. — Un membre s'occupe de l'affaire Sipido et demande qu'une démarche soit faite auprès du Ministre de la Justice pour faire mettre ce jeune homme en liberté. Un autre membre juge cette démarche impraticable. Un autre membre signale la nécessité qu'il y aurait de codifier les usages commerciaux. Le même membre désirerait que le Gouvernement s'occupât de la compétence des juges de paix, de la création de chambres de flagrant délit, de la réforme du notariat, de la protection des témoins contre le mauvais gré des prévenus.

A propos de l'article 40, un membre demande des explications complémentaires sur cet article.

La section adopte le vœu suivant, émis par un membre : « La section estime qu'il y a lieu d'établir un régime spécial en faveur des détenus pour délits de presse et autres faits ayant un caractère politique. »

Un membre demande des renseignements en ce qui concerne les maisons de refuge pour femmes. Un autre membre s'occupe de la réorganisation de la bienfaisance, de la fusion des bureaux de bienfaisance et du conseil des hospices, de la création de contrôleurs, ainsi que des entraves qu'apporte au développement financier de ces institutions l'obligation de placer leurs fonds en rentes sur l'État.

Le budget a été adopté :

dans la 1^{re} section, par 9 voix contre 1, et 9 abstentions ;

dans la 2^e section, par 8 voix et 1 abstention ;

dans la 3^e section, par 7 voix contre 1, et 1 abstention ;

dans la 4^e section, par 7 voix contre 2, et 4 abstentions ;

dans la 5^e section, à l'unanimité ;

dans la 6^e section, par 10 voix contre 7.

EXAMEN EN SECTION CENTRALE.

Le section centrale a jugé utile de poser au Gouvernement un certain nombre de questions. Ces questions, sauf deux qui trouveront mieux leur place ci-dessous, ainsi que les réponses du Gouvernement sont reproduites ci-après :

1^{re} QUESTION.

La section désirerait connaître la statistique des dépenses pour les cultes portées au budget de la Justice depuis 1850.

RÉPONSE.

Voici la statistique des dépenses pour les cultes portées aux budgets depuis 1850.
(Voyez ce tableau, annexe I).

2^e QUESTION.

Dans certains tribunaux de commerce les commis-greffiers (docteurs en droit) remplissent les fonctions de greffiers

RÉPONSE.

La situation des commis-greffiers des tribunaux de commerce ne peut être modifiée au point de vue de la nomina

d'audience. Ne pourrait-on améliorer, au point de vue de la nomination et du traitement, la situation de ces commis-greffiers ?

3^e QUESTION.

Les écoles de bienfaisance sont soumises aux lois de comptabilité générale. Il en résulte des inconvénients, notamment au point de vue de la vente des produits, qui doit se faire par adjudication publique. Le Gouvernement ne pourrait-il remédier à cette situation ?

4^e QUESTION.

La section centrale désirerait que le Gouvernement lui fournisse un tableau du personnel énuméré à l'article 44 du budget, détaillé d'après les diverses écoles dont ce personnel fait partie.

5^{me} QUESTION.

Quel est le taux payé par le Gouvernement pour le placement des enfants mis à sa disposition, soit chez des particuliers, soit dans des établissements privés ?

6^{me} QUESTION.

Le Gouvernement compte-t-il déposer à bref délai un projet de loi sur la réorganisation de la bienfaisance publique ?

tion que par une modification des lois d'organisation judiciaire.

Cette question fait en ce moment au Département de la Justice l'objet d'un examen qui n'est pas encore terminé.

RÉPONSE.

Le Gouvernement ne se croirait autorisé à demander une modification aux lois de la comptabilité générale de l'État que si l'obligation de recourir à l'adjudication publique avait produit des inconvénients graves. Or, jusqu'à présent pareils inconvénients ne lui ont pas été signalés.

RÉPONSE.

Voici les tableaux du personnel des diverses écoles.

(Voyez ces tableaux, annexe II.)

RÉPONSE.

Les placements chez des particuliers peuvent donner lieu, suivant les circonstances et conformément à la circulaire du 8 février 1895, soit à une pension, soit au remboursement des frais d'habillement.

Le taux de la pension chez les artisans est en règle de 50 centimes par jour avant 18 ans et de 35 centimes par jour après cet âge.

Les placements dans des établissements privés donnent lieu en règle générale à des pensions de fr. 1.20 par jour.

RÉPONSE.

Le Gouvernement a mis à l'étude un projet de fusion des administrations des Hospices et des bureaux de bienfaisance. Il espère pouvoir le déposer pendant la prochaine session.

7° QUESTION.

Quel est le nombre des abonnements au *Compte rendu analytique* français et au *Compte rendu analytique* flamand de la Chambre et du Sénat, pour l'année 1901-1902 ? Même question pour les *Annales parlementaires*.

RÉPONSE.

Nombre, au 31 janvier 1902, des abonnements dont il est question ci-contre.

Annales parlementaires seules (Chambre et Sénat) (1), en Belgique, 210, à l'étranger, 1. Ensemble, 211 ;

Annales parlementaires avec les documents (Chambre et Sénat), en Belgique, 750, à l'étranger, 3. Ensemble, 753 ;

Documents parlementaires seuls, en Belgique, 124, à l'étranger, 2. Ensemble, 126 ;

Compte rendu analytique (Chambre et Sénat), français, en Belgique, 5,401, à l'étranger, 3. Ensemble, 5,404 ;

Compte rendu analytique, flamand, en Belgique, 1,279, à l'étranger, 0. Ensemble, 1,279.

* * *

Ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, la section centrale s'est occupée assez longuement d'examiner la valeur du régime cellulaire. A propos du crédit sollicité pour la construction de nouvelles prisons de cette espèce, un membre s'est demandé s'il n'y aurait pas lieu de soumettre à une étude approfondie les questions soulevées par ce mode d'emprisonnement. Sans vouloir restaurer la prison en commun, on peut déplorer les conséquences que produit chez le délinquant l'isolement presque absolu. Tout d'abord, le travail en cellule auquel il doit se livrer, s'éloigne beaucoup des conditions normales et régulières du travail industriel moderne. Que dire d'un ouvrier d'usine, accoutumé à prendre part à un travail collectif gigantesque, dans une usine où se pressent des centaines ou des milliers de travailleurs, et subitement confiné dans un réduit étroit, livré à une besogne qui lui paraît stérile parce qu'elle est solitaire, privé du sentiment de la collaboration à une œuvre commune ? Et, à la sortie de la prison, comment réadapter à la vie d'atelier cet homme devenu, par une longue habitude et un dressage de tous les jours, le type du petit artisan travaillant chez lui, pour son compte personnel, à un métier qui méconnaît, par essence, les nécessités de la grande industrie ? D'autre part, au point de vue de la discipline intellectuelle et morale, il paraît certain que la dépression produite par un encellulement prolongé enlève au délinquant les qualités d'initiative, d'audace et de résistance, qui sont indispensables dans la lutte pour l'existence. On se trouve en présence d'un individu affaibli, déprimé, dont le

(1) Les abonnés reçoivent, pour prix de l'abonnement, les comptes rendus des deux Chambres.

reclassement social paraît à tout jamais compromis. De là des dangers de rechute trop certains, et, comme conséquences inévitables, la récidive et l'incarcération, termes de ce cycle qui va se répéter sans cesse. Enfin, sans parler des effets mauvais de la cellule sur la santé des détenus, le système actuel semble être, en bien des cas, d'une excessive sévérité, parce qu'il place l'homme en dehors des conditions naturelles de l'humanité : il le soustrait à la vie sociale, au commerce avec ses semblables ; il l'empêche de satisfaire le besoin primordial de la nature humaine, la sociabilité, et livre le malheureux à une perpétuelle réflexion sur lui-même, aggravée peut-être de remords, qui doit le conduire trop souvent à la manie ou à l'idée fixe. Un seul remède paraît indiqué pour combattre ces effets déplorables : c'est l'organisation de travaux collectifs, la création d'ateliers, de chantiers, etc., où les délinquants retrouveraient, au sein de la détention même, une image de la vie qu'ils ont quittée et de celle qu'ils sont appelés à reprendre un jour.

Ces observations résument les principales critiques que l'on a coutume d'adresser au régime cellulaire, et on les voit se reproduire d'une façon presque régulière. Par une coïncidence curieuse, le congrès d'anthropologie criminelle d'Amsterdam tenu en 1901, et le congrès pénitentiaire de Bruxelles en 1900 ont abordé cette question délicate et nous fournissent des éléments d'appréciation nouveaux, venus en quelque sorte des quatre coins du monde.

La discussion au congrès d'Amsterdam paraît n'avoir point été fort approfondie. Sans doute, au rapport de M. Gauckler (1), « la grande majorité s'est montrée hostile à la cellule ; celle-ci a été l'objet d'une attaque extrêmement violente de la part de M. Ferri, qui, d'ailleurs, se placent surtout au point de vue du paysan italien, pour lequel la privation du soleil et de l'air est quelque chose d'abominable. On pouvait s'attendre à ce que les représentants des pays où la cellule est le régime officiel vinssent la défendre. Mais seul, M. le docteur Baer, l'éminent médecin de la prison de Plötzensee, à Berlin, est venu contester absolument toutes les attaques qui avaient été produites contre le régime cellulaire. En ce qui concerne la Hollande, M. Van Hamel nous a dit que le gouvernement, d'accord avec la Société des juristes hollandais (2), songeait à atténuer la rigueur de l'isolement cellulaire dans son pays. En ce qui concerne la France, M. l'inspecteur-général Garnier a voulu simplement plaider les circonstances atténuantes et demander qu'on ne supprimât pas la cellule tout de suite. Pour la Belgique, enfin, M. le docteur Struelens a demandé que la discussion ne fût pas étranglée à la fin d'une séance, qu'on ne se prononcât pas et qu'on remit la discussion sur le régime cellulaire à un prochain congrès. Ce qui fut décidé. »

Les résolutions votées par le congrès pénitentiaire international de Bruxelles (3) consacrent tout spécialement le régime cellulaire, tel qu'il a été

(1) *Revue pénitentiaire*, septembre-décembre 1901, p. 1464.

(2) Sur ce point, voyez *Revue pénitentiaire*, janvier 1902, pp. 127 et suivantes.

(3) Séance du 10 août, *Compte rendu*, I, p. 530.

appliqué en Belgique. « Le congrès estime que les résultats du système cellulaire, quant à la criminalité et à la récidive, pour autant qu'ils puissent faire l'objet d'une constatation expérimentale, répondent à l'attente des promoteurs de ce mode d'emprisonnement, dans la mesure de l'action possible des procédés pénitentiaires. Il résulte de l'expérience faite en Belgique, que l'emprisonnement cellulaire, même prolongé pendant dix ans et au-delà moyennant l'élimination préalable ou successive de certains éléments, n'a pas, sur la santé physique ou mentale des détenus d'effet plus défavorable que tout autre mode d'emprisonnement. »

A ces documents, nous nous permettrons d'ajouter les considérations suivantes. A notre sens, la question qui se pose n'est pas celle de la perfection absolue du système cellulaire, mais celle de sa perfection relative. Il s'agit, en d'autres termes, d'opter entre la prison commune et la séparation des détenus. Tout régime intermédiaire reproduit presque nécessairement, de l'avis de tous les criminalistes, les inconvénients de l'incarcération en commun. Or, celle-ci est définitivement condamnée par toute la science pénitentiaire moderne. Indépendamment d'autres défauts, elle présente un vice essentiel et indéracinable : la corruption mutuelle des détenus. On a observé, avec beaucoup de justesse, qu'elle était l'école normale du crime. « On parle quelquefois, dit M. Henri Joly à propos des prisons communes, de ces hôpitaux de l'ancien régime, où il arrivait de trouver un mort entre deux malades dans le même lit. Ce que nous faisons dans nos prisons est destiné, je l'espère, à provoquer plus tard un étonnement tout aussi vif. » Il est évident qu'un pareil résultat suffit à condamner irrémissiblement le régime qui le produit. Et dès lors, c'est au régime de l'isolement qu'il faudra recourir. Sans vouloir exagérer en rien ses avantages, il présente néanmoins cette qualité fondamentale de ne pas pervertir les détenus l'un par l'autre, et de n'opposer aucun obstacle à l'action réformatrice de la société. Il est assez intéressant de remarquer que les promoteurs mêmes du système cellulaire belge ne semblent pas lui avoir demandé davantage. « De tous les effets de la peine, dit M. Haus (1), la régénération morale des condamnés est le moins certain et le moins général. Mais le régime de la séparation est le moyen le plus propre à produire ce résultat, lorsqu'il est possible de l'obtenir, et s'il n'opère pas dans tous les cas l'amendement des condamnés, il a du moins l'incontestable avantage de les préserver de la corruption inséparable de l'emprisonnement en commun et de ne pas les rendre à la société plus pervers qu'ils n'étaient à leur entrée en prison ».

Reste à voir si d'autres inconvénients ne viennent pas contrebalancer et annihiler cet avantage primordial. Et, dans cet examen, il convient de tenir compte exclusivement du régime cellulaire organisé comme il est en Belgique, avec les atténuations et les perfectionnements que l'expérience déjà longue de notre pays en cette matière a fait découvrir et appliquer. C'est ainsi qu'il ne faut pas oublier que l'isolement, absolu à l'égard des autres détenus, est mitigé de façon très importante par la communication fréquente

(1) *Traité du droit pénal*, 2^e édition, II, n° 705.

du condamné avec les personnes appartenant à l'administration des prisons, aux commissions administratives, aux membres des comités de patronage.

Les membres de ces commissions, les aumôniers, les maîtres d'école, les gardiens et directeurs de la prison sont en relation plus que journalière avec les détenus. Ceux-ci jouissent, en outre, de certaines faveurs, cantine, promenades dans le préau, etc., qui sont autant de moyens d'encouragement au bien. De plus, la libération conditionnelle stimulant des plus énergiques, agit dans le même sens, tout en fournissant un procédé fort avantageux pour ménager la transition entre la prison et la liberté complète. Cela posé, les inconvénients que produit le régime cellulaire ne sont pas plus graves que ceux qui résultent de toute peine d'emprisonnement.

On affirme souvent que la séparation amène presque nécessairement la folie des condamnés. Nous trouvons à cet égard, une constatation des plus autorisées dans un rapport de M. le docteur de Rode (1), médecin aliéniste des prisons. « 1° Il n'existe pas, dit ce praticien éminent, de forme de folie qui soit propre aux prisons cellulaires et qui puisse être appelée du nom de *folie pénitentiaire*. Les folies que l'on observe dans ces établissements sont les mêmes que celles que l'on observe dans la vie ordinaire, mais modifiées par les conditions hygiéniques spéciales, sociales et disciplinaires de ces établissements. 2° Le nombre des cas d'aliénation mentale dans les prisons cellulaires n'est pas supérieur ou n'est guère supérieur à celui des cas dans les prisons en commun. 3° Les affections mentales que l'on rencontre dans les prisons cellulaires sont généralement moins graves et d'une durée moins longue que celles qu'on rencontre le plus souvent dans les prisons en commun. 4° Il est possible de réduire leur nombre en établissant une sélection des condamnés admis à subir le régime cellulaire, ou en éloignant, dès le début, ceux qui présentent une altération de leurs facultés mentales ». Nous pourrions citer d'autres témoignages du même genre. Mais il nous a paru utile de nous restreindre à la Belgique.

Quant à la santé et à l'état physique des détenus, l'administration des prisons belges constate (2) qu'en 1897, la mortalité étant en Belgique de 17,23 décès pour mille habitants, le chiffre des décès dans les prisons centrales a été de 20 pour mille et de 14 pour mille dans les prisons secondaires. Sans doute la population des prisons ne comprend pas d'enfants et peu de vieillards ; elle se compose presque exclusivement d'individus de 20 à 60 ans. Mais ici aussi le rapprochement est instructif. Le coefficient de mortalité des individus de 20 à 39 ans est de 0.66 p. c., et celui des individus de 40 à 59 ans est de 1.39 p. c. Dans les prisons, la moyenne de la mortalité ne dépasse guère 2 p. c. dans les prisons centrales et 1 p. c. dans les prisons secondaires. Ajoutons « qu'il faut tenir compte, comme le fait observer l'administration, et de la nature spéciale de la population des prisons, composée en majeure partie d'hommes qui, épuisés par une vie de misère et de débauche, n'offrent à l'éclosion et au développement des maladies qu'une faible résistance, et en outre du fait que beaucoup d'entre les

(1) *Compte rendu du Congrès pénitentiaire de 1900*, III, pp. 404 et suiv.

(2) *Ibidem*, pp. 596, 597.

détenus décédés étaient, au moment de leur entrée en prison, affectés de la maladie qui les a emportés ».

Il faut s'occuper enfin de l'état moral des détenus, et de la difficulté plus ou moins grande de leur reclassement dans la société à la sortie de prison. Il est certain que les détenus pour un long terme subissent une dépression dans leur énergie et leur initiative, sauf des exceptions isolées. Mais il serait tout à fait erroné d'attribuer au régime cellulaire ces conséquences qui sont le fruit de tout emprisonnement prolongé, quel que soit le système suivant lequel il est organisé. C'est en quelque sorte une constante de toute peine privative de la liberté. D'ailleurs, la libération conditionnelle, instituée par la loi du 31 mai 1888, est venue compléter, à cet égard, de la manière la plus heureuse notre établissement pénitentiaire. Elle constitue un stimulant des plus efficaces de l'amendement du condamné, en même temps qu'elle permet de ménager une transition entre le confinement solitaire et la vie libre. Elle fournit le moyen d'obvier aux inconvénients signalés plus haut à propos de la réadaptation des détenus au travail en commun. Par le jeu naturel des conditions que l'on peut imposer au libéré, elle donne à l'administration un instrument assez souple pour se plier aux situations les plus diverses. Enfin, l'action des comités de patronage se fait sentir d'une manière continue pendant cette période critique : ils sont un rouage essentiel de l'organisation nouvelle et constituent certes un des progrès les plus marqués de notre système pénal. La statistique de la libération conditionnelle (1) fournit des renseignements remarquables à l'appui de ces considérations. Depuis 1888, le nombre total des libérations s'est élevé à 2,154. Certaines d'entre elles sont à terme indéfini (14). D'autres s'échelonnent jusqu'en 1930. Le total des libérations devenues définitives est de 1,660 : par contre, le nombre des révocations ne s'élève qu'à 76 (2). Sans doute, les chiffres ne donnent à cet égard que des indications incomplètes. Mais l'expérience de ceux qui suivent de près la conduite des libérés, est entièrement d'accord avec les chiffres. Je me borne à me référer aux constatations si intéressantes, publiées par M. Guelton (2).

Est-il désirable, dans cet état de choses, de compliquer le régime existant en introduisant entre la prison cellulaire et la libération conditionnelle un stade intermédiaire, caractérisé par le travail en commun dans des ateliers pénitentiaires ? Sans parler des difficultés pratiques considérables que soulève pareil projet, on peut dire que la nécessité ne s'en fait pas sentir en ce moment. Pour les condamnés à plus de dix ans de cellule, des ateliers communs existent à la prison de Gand. Pour les autres, il semble que la libération conditionnelle, sagement et rationnellement pratiquée, conduit à des résultats très satisfaisants.

* * *

Une autre question, touchant au droit pénal proprement dit, a attiré l'attention de la section centrale. C'est la question de la récidive et des moyens à employer pour la combattre.

(1) *Statistique judiciaire de la Belgique*, 2^e année, 1901, pp. LXVI, LXVII.

(2) *Revue catholique de droit*, décembre 1901, pp. 304 et suiv.

Ce problème se lie intimement au point de savoir si notre régime pénal tout entier est moins bien armé qu'antérieurement pour la répression.

On peut, à cet égard, faire les constatations suivantes. Le Code de 1867, qui constituent un perfectionnement certain et un progrès marqué, comparé au Code de 1810, a diminué la rigueur excessive de celui-ci. La loi du 4 mars 1870, qui a généralisé le régime cellulaire, introduit dans le calcul des peines édictées par le Code de 1867 une réduction considérable. Une condamnation pour meurtre, par exemple, entraîne la peine des travaux forcés à perpétuité (art. 395). L'application des circonstances atténuantes peut transformer les travaux forcés à perpétuité en un minimum de dix ans de travaux forcés (art. 80). Ce minimum est réduit, par l'effet de la loi de 1870, à 6 ans, 3 mois et 9 jours. D'autre part, la libération conditionnelle peut être accordée, lorsqu'un tiers de la peine est accompli, en tenant compte de la réduction provenant de l'incarcération cellulaire, qui profite au condamné (art. 1 et 2 de la loi du 30 mai 1888). Il en résulte une atténuation nouvelle, qui ramène la durée de la peine réellement subie à 2 ans et 3 mois environ. Sans doute, c'est là un cas théorique, que bien des circonstances peuvent empêcher de se réaliser : il n'en est pas moins vrai qu'il est réalisable et qu'il met clairement en relief l'adoucissement constant de notre législation pénale.

D'autre part, il se produit, concurremment avec ce fait, un autre phénomène qui converge dans le même sens. Nous voulons parler du nombre considérable d'infractions qui reste impunies, malgré les efforts de la police et du parquet. Il ne s'agit pas, qu'on veuille bien le remarquer, d'infractions inconnues, qui ne rentrent pas dans les tableaux des statisticiens : il s'agit d'infractions constatées dont les auteurs restent inconnus. Nous laissons même de côté les infractions dont les auteurs ont été désignés, mais n'ont pu être poursuivis faute de charges suffisantes. Or, on constate que la moyenne des crimes et délits dont les auteurs sont restés inconnus s'élève à 10,256.8 pour la période 1881-1885, à 14,241.6 pour la période de 1886-1890, à 19,209 pour la période 1891-1895, à 22,045 en 1896 à 24,506 en 1897, à 22,205 en 1898, et à 21,417 en 1899. Le nombre total des affaires jugées par les cours d'assises et les tribunaux correctionnels se répartit comme suit : 52,785.2 pour la période 1886-1890, 56,518.6 pour la période 1891-1895, 56,147 en 1896, 56,198 en 1897, 56,996 en 1898 et 40,008 en 1899.

Sans tirer de ces faits, dont les causes sont fort complexes, des conclusions trop pessimistes, il est important de noter, toutefois, que la progression de l'impunité ne se restreint pas aux simples délits, mais se manifeste pour la criminalité la plus grave avec une intensité inquiétante. Les crimes impunis sont au nombre de 2,058.6 en moyenne pour la période 1881-1885, de 2,756.2 pour la période 1886-1890, de 3,796.2 pour la période 1891-1895, de 3.889 en 1896, de 4.499 en 1897, de 5.429 en 1898 et de 5.203 en 1899 (1).

(1) *Résumé statistique, 1886-1897; Statistique judiciaire de la Belgique, 1^{re} et 2^{me} années (1900-1901).*

Ces constatations ne sont certes pas exagérées. Nous avons laissé de côté bien des faits qui eussent pu colorer le tableau d'une manière plus sombre, notamment l'affaiblissement de répression résultant de l'application de la loi du 4 octobre 1867, la proportion toujours plus forte des condamnations à des peines de courte durée, l'abus des condamnations conditionnelles. Sur ce dernier point en particulier, n'est-il pas extraordinaire de voir la condamnation conditionnelle appliquée à des prévenus primaires en cas d'emprisonnement, à concurrence de 79 p. c. pas certains tribunaux, de 76 p. c., de 72 p. c., de 68 p. c., de 66 p. c. par d'autres ; à concurrence de 95 p. c., de 93 p. c., de 90 p. c., de 89 p., en cas d'amende (1) ?

On ne saurait mieux résumer la situation qu'en reproduisant les paroles récentes de M. Prins (2) : « Il y a donc, on le voit, dans le système pénal, une dégradation progressive de la pénalité, une dilution de poursuite et de répression. Les classes criminelles le savent ; — les classes criminelles professionnelles n'ignorent jamais les lacunes d'une législation pénale et le parti à en tirer. Elles ont en ce moment, assurément, l'impression que les profits d'une entreprise criminelle dépassent les risques à courir... » Or, les récidivistes sont tout particulièrement attirés par des calculs de cette espèce : ils composent précisément ces classes criminelles professionnelles, qui spéculent sur les chances d'une impunité probable ou d'une répression trop faible. Aussi n'y a-t-il rien d'étonnant à voir la récidive prendre en Belgique une allure ascendante ; spécialement en ce qui concerne les individus condamnés à court ou moyen terme.

L'administration des prisons a fourni sur ce point au congrès pénitentiaire de 1900 (3), une statistique intéressante qu'il est utile de reproduire.

Prisons centrales.				Prisons secondaires.			
1875	50.87	p. c. de récidivistes.		1875	41.08	p. c. de récidivistes.	
1876	53.24	—	—	1876	43.95	—	—
1877	62.03	—	—	1877	58.65	—	—
1895	60.22	—	—	1895	68.00	—	—
1896	60.55	—	—	1896	71.33	—	—
1897	63.00	—	—	1897	66.71	—	—
1898	66.71	—	—	1898	66.19	—	—
1899	63.00	—	—	1899	64.22	—	—

Quels remèdes possédons-nous pour combattre un mal social qui se révèle par des symptômes si graves ? Nous ne possédons que les articles 54 et suivants du Code pénal, dont l'insuffisance est manifeste. La loi, en effet, ne punit pas la récidive de crime sur délit ; elle ne punit la récidive de délit sur délit qu'en cas de condamnation primaire à un an de prison au moins ; elle ne contient à l'égard de la récidive de contraventions que des disposi-

(1) *Statistique judiciaire de la Belgique*, 2^e année, 1901, p. XVII.

(2) *La criminalité et le régime répressif*, *Journal des tribunaux*, 1902, pp. 84 et suivantes.

(3) *Compte rendu*, III, pp. 584, 585.

tions tout à fait anodines. De plus, sauf une exception tout à fait isolée et d'une application fort rare, elle rend facultative dans tous les cas l'aggravation de peine résultant de la récidive. Enfin, elle laisse tout à fait de côté la question si importante de la *récidive spécifique*.

L'auteur même de la loi sur la libération et la condamnation conditionnelle, l'honorable M. Le Jeune, n'a cessé de considérer une répression plus sévère de la criminalité d'habitude comme un complément indispensable de l'indulgence plus grande témoignée aux délinquants d'occasion. Aussi a-t-il déposé, le 15 avril 1899, un projet de loi sur l'aggravation des peines en cas de récidive. « Il n'échappera pas au législateur, disait-il dans l'exposé des motifs (1), que ce projet est le *corrolaire de la loi* sur la condamnation et la libération conditionnelle et que, du moment que l'on donne à la justice le pouvoir de montrer de l'indulgence envers les délinquants qui n'en sont pas indignes, il importe de protéger plus énergiquement la société contre les récidivistes endurcis dans le mal ». Et M. Prins, d'accord avec tous les criminalistes, écrit dans le même sens : « On a accompli (en Belgique) une œuvre de clémence, de pitié sociale, de charité. On a pris à l'égard des délinquants dignes d'indulgence, un ensemble de mesures humanitaires : la condamnation conditionnelle, la libération conditionnelle, la protection et l'éducation des jeunes délinquants, l'amélioration des prisons. Tout cela est à l'honneur du XIX^e siècle : mais tout cela exige un corollaire. A peine de tomber dans la fausse sentimentalité, le législateur doit, pour protéger la société, prendre de sérieuses mesures de préservation contre les vrais criminels. Cet élément du problème ayant été négligé, la répression manque d'équilibre; elle penche entièrement du côté de la philanthropie; elle est affaiblie et hésitante (1) ». La section centrale a décidé de poser sur ce point une question au Gouvernement, et elle est heureuse de voir que celui-ci n'a pas perdu de vue la solution de cette réforme importante.

QUESTION.

N'y aurait-il pas lieu de modifier dans le sens d'une répression plus sévère les dispositions du Code pénal qui punissent la récidive ?

RÉPONSE.

Le Gouvernement persiste dans l'opinion qu'il a exprimée à ce sujet dans la séance du Sénat du 26 juillet dernier. Les progrès de la récidive témoignent de l'insuffisance des dispositions du Code pénal sur la matière. Autant l'indulgence se justifie en faveur des délinquants primaires susceptibles d'amendement, autant la sévérité s'impose à l'égard des récidivistes dont les rechutes successives attestent la volonté persistante de méconnaître la loi. Les innovations consacrées par la loi du 31 mai 1888 sur la condamnation et la libération conditionnelles appellent donc comme corollaire une

(1) *Documents parlementaires*, session de 1889-1890, n° 151, p. 5.

réforme de notre système pénal sur la récidive.

Le Département de la Justice continue à se préoccuper de la question et il espère être prochainement à même de soumettre des propositions à la Législature.

* * *

Un membre s'est plaint de l'encombrement de certains tribunaux. Il en a attribué la cause aux nombreux procès en expropriation et au formalisme exagéré des procédures en divorce. La section centrale a été ainsi amenée à examiner quelles mesures pourraient être prises sur cet objet. Il convient de rappeler que MM. Destrée et consorts ont déposé au cours de la dernière session un projet de loi sur la procédure des enquêtes en matière de divorce. Ce projet est la reproduction d'une autre proposition faite au Sénat par M. Lejeune d'abord, puis par MM. Bara et Picard, et rejetée par la haute assemblée dans la séance du 24 janvier 1899. La portée de ce projet de loi fut ainsi caractérisé par la commission de la justice du Sénat : « Les inconvénients de la procédure actuelle ont été signalés depuis longtemps ; tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il est déplorable de voir des chambres entières d'un tribunal, occupées des soins et des soucis d'un devoir d'instruction qui peut s'accomplir avec toutes les garanties désirables devant un seul magistrat, assisté du greffier. La présence de trois juges est bien inutile, puisque les deux assesseurs du président de la Chambre n'ont qu'un rôle passif. Le temps de ces deux magistrats pourrait être consacré d'une manière plus efficace et plus utile à l'Administration de la justice. Les modifications proposées portent exclusivement sur les formalités d'enquêtes, ou même plutôt sur le mode de procéder aux enquêtes. La commission estime que l'innovation est heureuse et produira de bons résultats.... »

Sans se prononcer sur le fond du débat, la section centrale a décidé de poser à ce sujet au Gouvernement une question que nous reproduisons plus loin. Un membre a suggéré l'idée que, pour parer aux inconvénients possibles qui pourraient résulter de la manière de procéder nouvelle, il y aurait lieu peut être de généraliser la faculté accordée au tribunal par l'article 259 du Code civil.

QUESTION.

Quelles sont les intentions du Gouvernement en ce qui concerne les mesures propres à faciliter la procédure des enquêtes en matière de divorce ? N'y aurait-il pas lieu, éventuellement, d'étendre ou de généraliser la faculté accordée au tribunal par l'article 259 du Code civil ? Le Gouvernement ne pourrait-il

RÉPONSE.

Le Gouvernement examine s'il est possible, en vue de faciliter la marche du service judiciaire, de modifier la procédure des enquêtes en matière de divorce sans porter atteinte aux intérêts généraux de la famille et de la société. Son étude n'est pas terminée.

Il donnera une attention particulière

fournir une statistique de la durée moyenne des procédures en matière de divorce ?

à la question de savoir s'il ne conviendrait pas éventuellement, comme semble le proposer la section centrale, d'étendre ou de généraliser la faculté accordée au tribunal par l'article 259 du Code civil.

Il ne possède pas actuellement les éléments nécessaires à la statistique de la durée moyenne des procédures en matière de divorce.

* * *

La loi sur l'ivresse publique ne semble pas avoir répondu aux résultats que l'on en attendait. La section centrale s'est posé la question de savoir si l'on ne pourrait la rendre plus efficace. Ne pourrait-on punir l'ivrognerie habituelle ? Ne pourrait-on, en tous cas, appliquer aux ivrognes, dans les cas prévus par la loi, non pas une peine d'amende ou d'emprisonnement, mais une peine spéciale, adoptée à la nature particulière de l'infraction, telle qu'un internement plus ou moins long dans un établissement *ad hoc* ? Ne pourrait-on créer des instituts, comme il en existe dans d'autres pays, destinés à guérir les ivrognes de leur passion ?

Il semble difficile d'arriver à une solution dans la voie que nous venons d'indiquer. La punition de l'ivrognerie habituelle, en dehors des conditions de publicité, de désordre, de scandale ou de danger exigées par la loi du 16 août 1887 rencontre des difficultés presque insurmontables. Punira-t-on l'ivrogne habituel ou l'alcoolique, à raison seulement de l'habitude mauvaise qu'il a contractée ? Cela paraît impossible. Punira-t-on l'habitude manifestée par des faits extérieurs ? On rentrera alors dans les conditions de l'article 1^{er} de la loi. Quant à l'application d'une peine spéciale, qui ne serait ni l'amende, ni l'emprisonnement, il faut reconnaître que ces deux dernières peines ne sont guère de nature à corriger les ivrognes invétérés. Mais quelle autre peine imaginer ? Un internement dans un but curatif se prolongerait sans doute d'une manière disproportionnée avec la gravité de l'infraction. Et de plus la création de pareils asiles serait infiniment trop onéreuse eu égard aux résultats qu'on obtiendrait. L'existence d'instituts spéciaux peut assurément présenter de grands avantages : mais c'est à l'initiative privée plutôt qu'aux pouvoirs publics qu'il appartient de fonder des établissements de ce genre.

Il paraît certain — et l'application de la loi du 16 août 1887, confirme cette opinion — que la solution du problème de l'alcoolisme et de l'ivrognerie doit être cherché bien plus dans un ensemble de mesures préventives, fiscales et autres, que dans la voie de la répression.

* * *

La section centrale, sans se désintéresser de la réforme du Code de procédure pénale, n'a pas cru devoir lui consacrer une discussion spéciale. En effet, le dépôt par le Ministre de la Justice du projet de loi, relatif aux

titres II et III du Code de procédure pénale, concernant l'instruction et les juridictions d'instruction, ainsi que le renvoi de ce projet à une commission spéciale, rend superflues, en ce moment, les observations qu'aurait pu présenter la section.

*
* *

Un membre a attiré l'attention de la section centrale sur le retard que subit la publication du *Recueil des Lois*. Il a préconisé l'idée de le faire paraître par fascicule, de manière à tenir le public au courant des lois nouvelles au fur et à mesure de leur publication.

Enfin, a propos de l'article 25 du budget, un membre a demandé à quel point d'achèvement se trouvait la publication des recueils des anciennes lois des Pays-Bas Autrichiens, de la principauté de Liège, etc. On trouvera les renseignements sur ce point à l'Annexe III de ce rapport.

*
* *

Une pétition a été renvoyée à la section centrale par le bureau. Elle émane des greffiers-adjoints des tribunaux de première instance et a pour objet de prier la Chambre de porter le taux des augmentations des greffiers-adjoints de 2^e et de 3^e classe à 250 francs.

La section centrale n'a pas cru devoir se prononcer d'une manière spéciale sur cette pétition, et propose de la transmettre à la section centrale chargée d'examiner le projet de loi sur le traitement des greffiers.

*
* *

Le projet de budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1902 a donné lieu en section centrale à un vote séparé sur le chapitre VIII. Celui-ci a été adopté par 5 voix, contre 1, sur six membres présents. L'ensemble a été adopté par 5 voix, et une abstention.

En conséquence, la section centrale a l'honneur, messieurs, de proposer à la Chambre l'adoption de ce budget.

Le Rapporteur,

LÉON DE LANTSHEERE.

Le Président,

E. NERINCX.



ANNEXES.

Statistique des dépenses portées aux

EXERCICES.	CULTE CATHOLIQUE.	CULTE RÉFORMÉ.	CULTE ISRAËLITE.	SECOURS à des ECCLÉSIASTIQUES.	CULTE CATHOLIQUE.		
					PERSONNEL.	Bourses et demi-bourses affectées aux grands séminaires.	Subsides pour les édifices du culte catholiques.
1831	5,046,639 15	79,068 78	5,291 01	19,047 62	»	»	»
1832	5,590,670 90	70,603 17	10,582 01	25,556 85	»	»	»
1833	5,552,880 41	65,000 »	12,000 »	45,000 »	»	»	»
1834	5,552,900 »	65,000 »	10,000 »	45,000 »	»	»	»
1835	5,592,900 »	90,000 »	10,000 »	45,000 »	»	»	»
1836	5,572,900 »	84,000 »	10,000 »	100,000 »	»	»	»
1837	5,987,525 68	77,624 32	10,000 »	60,000 »	»	»	»
1838	4,051,150 »	79,784 »	10,000 »	97,000 »	»	»	»
1839	4,016,150 »	80,000 »	10,000 »	80,000 »	»	»	»
(2) 1840	4,006,000 »	55,000 »	11,000 »	80,000 »	»	»	»
1841	4,006,000 »	55,000 »	11,000 »	100,000 »	»	»	»
1842	4,006,000 »	55,000 »	11,000 »	100,000 »	»	»	»
1843	5,956,000 »	61,000 »	11,000 »	100,000 »	»	»	»
1844	4,006,000 »	57,000 »	11,000 »	104,000 »	»	»	»
1845	»	»	»	»	5,655,000 »	»	444,000
1846	»	»	»	»	5,629,000 »	»	444,000
1847	»	»	»	»	5,654,000 »	»	444,000
1848	»	»	»	»	5,722,000 »	»	444,000
1849	»	»	»	»	5,681,000 »	»	444,000
1850	»	»	»	»	5,681,000 »	»	444,000
1851	»	»	»	»	5,652,000	62,000	420,000
1852	»	»	»	»	5,652,000	62,000	420,000
1853	»	»	»	»	5,652,000	62,000	420,000
1854	»	»	»	»	5,652,000	62,000	310,000
1855	»	»	»	»	5,674,000	62,000	310,000

(1) Y compris pour les années 1831 à 1838 la population des parties des provinces de Limbourg et de Luxembourg cédées
Les sommes portées au tableau ci-dessus pour la période de 1831 à 1838 comprennent également les dépenses afférentes

(2) En 1840, le service des cultes a été détaché du Ministère de l'Intérieur et rattaché au Ministère de la Justice.

Budgets de 1831 à 1901 pour les cultes

CULTES NON CATHOLIQUES.			SECOURS à DES MINISTRES des CULTES.	TOTAUX.	CHIFFRE de LA POPULATION du ROYAUME.
CULTE PROTESTANT et ANGLICAN.	Culte israélite personnel fraie de bureau du consistoire central et dépenses imprévues.	Subsides pour les édifices des cultes protestant et israélite			
,	"	"	,	3,150,046 56	(1) 4,089,553
"	"	"	"	3,497,252 91	4,402,594
"	"	"	"	3,474,880 41	4,449,740
"	"	"	"	3,572,900 "	4,496,886
"	"	"	"	3,537,900 "	4,208,814
"	"	"	"	3,586,900 "	4,242,598
"	"	"	"	4,135,150 "	4,273,176
"	"	"	"	4,217,934 "	4,317,944
"	"	"	"	4,186,150 "	4,034,632
"	"	"	"	4,150,000 "	4,072,619
"	"	"	"	4,172,000 "	4,138,382
"	"	"	"	4,170,000 "	4,172,706
"	"	"	"	4,128,000 "	4,213,863
"	"	"	"	4,178,000 "	4,258,426
57,000	11,000	"	154,000	4,521,000 "	4,298,562
57,000	9,000	"	154,000	4,293,000 "	4,837,196
57,000	11,000	"	135,000	4,301,000 "	4,338,447
59,000	11,000	"	139,000	4,375,000 "	4,359,090
47,000	10,000	"	139,000	4,330,000 "	4,380,239
47,000	10,000	"	28,000	4,219,000 "	4,426,205
48,000	9,000	"	24,000	4,224,000 "	4,473,261
48,000	9,000	"	24,000	4,224,000 "	4,516,361
48,000	9,000	"	24,000	4,224,000 "	4,548,507
48,000	9,000	"	26,000	4,316,000 "	4,585,096
50,000	7,000	"	18,000	4,330,000 "	4,607,066

à la Hollande par les traités de 1859.
aux territoires c. des.

EXERCICES.	CULTE CATHOLIQUE.	CULTE RÉFORMÉ.	CULTE ISRAËLITE.	SECOURS à des ECCLÉSIASTIQUES	CULTE CATHOLIQUE.		
					PERSONNEL.	Bourses et demi bourses affectées aux grands séminaires	Subsidés pour les édifices du culte catholique
1856	»	»	»	»	3,674,000	62,000	510,000
1857	»	»	»	»	3,698,000	62,000	510,000
1858	»	»	»	»	3,695,000	62,000	534,000
1859	»	»	»	»	3,730,000	62,000	476,000
1860	»	»	»	»	3,730,000	62,000	994,000
1861	»	»	»	»	3,730,000	62,000	994,000
1862	»	»	»	»	3,730,000	62,000	994,000
1863	»	»	»	»	4,419,000	62,000	544,000
1864	»	»	»	»	4,538,000	62,000	725,000
1865	»	»	»	»	4,538,000	62,000	725,000
1866	»	»	»	»	4,568,000	62,000	725,000
1867	»	»	»	»	4,573,000	62,000	725,000
1868	»	»	»	»	4,578,000	62,000	725,000
1869	»	»	»	»	4,583,000	62,000	975,000
1870	»	»	»	»	4,595,000	62,000	725,000
1871	»	»	»	»	4,598,000	62,000	725,000
1872	»	»	»	»	4,603,000	62,000	725,000
1873	»	»	»	»	4,618,000	62,000	725,000
1874	»	»	»	»	4,620,000	62,000	725,000
1875	»	»	»	»	4,633,000	62,000	925,000
1876	»	»	»	»	4,637,000	62,000	925,000
1877	»	»	»	»	4,657,000	62,000	925,000
1878	»	»	»	»	4,663,000	62,000	925,000
1879	»	»	»	»	4,666,000	62,000	925,000
1880	»	»	»	»	4,661,000	62,000	925,000
1881	»	»	»	»	4,630,000	»	725,000

CULTES NON CATHOLIQUES.				SECOURS à DES MINISTRES des CULTES.	TOTAUX.	CHIFFRE de LA POPULATION du ROYAUME.
Culte protestant et ANGLICAN.	Culte israélite personnel Frais de bureau du consistoire central et dépenses imprévus.	Subsides pour les édifices des cultes protestant et israélite				
50,000	7,000	9,000	»	18,000	4,330,000	4,529,461
50,000	7,000	9,000	»	18,000	4,351,000	4,577,236
52,000	8,000	9,000	»	21,000	4,381,000	4,623,496
52,000	7,000	9,000	»	21,000	4,357,000	4,671,226
52,000	7,000	9,000	»	21,000	4,875,000	4,731,996
52,000	11,000	9,000	»	21,000	4,879,000	4,782,255
52,000	11,000	9,000	»	21,000	4,879,000	4,836,566
58,000	11,000	10,000	20,000	21,000	4,845,000	4,893,021
63,000	11,000	11,000	20,000	21,000	5,451,000	4,940,570
63,000	12,000	11,000	20,000	21,000	5,454,000	4,984,351
65,000	12,000	11,000	20,000	21,000	5,484,000	4,827,833
65,000	13,000	11,000	20,000	30,000	5,499,000	4,897,794
69,000	13,000	11,000	20,000	30,000	5,508,000	4,961,644
69,000	13,000	11,000	20,000	30,000	5,763,000	5,021,336
69,000	13,000	11,000	20,000	30,000	5,525,000	5,087,826
69,000	13,000	11,000	20,000	30,000	5,528,000	5,113,680
69,000	13,000	11,000	20,000	30,000	5,533,000	5,175,037
69,000	13,000	11,000	20,000	30,000	5,548,000	5,253,794
71,000	13,000	16,000	20,000	30,000	5,557,000	5,836,634
73,000	13,000	16,000	20,000	30,000	5,772,000	5,402,938
73,000	13,000	16,000	20,000	30,000	5,776,000	5,336,185
73,000	13,000	16,000	20,000	30,000	5,796,000	5,412,731
73,000	13,000	16,000	20,000	30,000	5,802,000	5,476,939
73,000	13,000	16,000	20,000	32,000	5,807,000	5,536,654
75,000	13,000	16,000	20,000	30,000	5,802,000	5,520,009
75,000	13,000	16,000	20,000	30,000	5,509,000	5,585,648

EXERCICES.	CULTE CATHOLIQUE.	CULTE RÉFORMÉ.	CULTE ISRAËLITE.	SECOURS à des ECCLÉSIASTIQUES.	CULTE CATHOLIQUE.		
					PERSONNEL.	Bourses et dont bourses affectées aux grands séminaires.	Subsides pour les édifices du culte catholiques
1882	»	»	»	»	4,630,000	»	725,000
1883	»	»	»	»	4,630,000	»	425,000
1884	»	»	»	»	4,511,000	»	250,000
1885	»	»	»	»	4,532,000	»	250,000
1886	»	»	»	»	4,542,000	»	250,000
1887	»	»	»	»	4,545,000	»	250,000
1888	»	»	»	»	4,572,000	»	500,000
1889	»	»	»	»	4,574,000	»	500,000
1890	»	»	»	»	4,574,000	»	500,000
1891	»	»	»	»	4,596,000	»	500,000
1892	»	»	»	»	4,602,000	»	500,000
1893	»	»	»	»	4,621,000	»	500,000
1894	»	»	»	»	4,638,000	»	500,000
1895	»	»	»	»	4,664,000	»	500,000
1896	»	»	»	»	4,691,000	»	500,000
1897	»	»	»	»	4,734,000	»	500,000
1898	»	»	»	»	4,783,000	»	(1) 950,000
1899	»	»	»	»	4,810,000	»	600,000
1900	»	»	»	»	(2) 5,614,000	»	700,000
1901	»	»	»	»	6,006,000	»	(4) 1,050,000

(1) Dont 550,000 francs pour la construction de la nouvelle église des Saints Pierre et Paul à Ostende (loi du 9 mai 1898).

(2) Exécution de la loi du 24 avril 1900 relative au traitement des ministres du culte catholique.

(3) Un crédit de 10,000 francs figurait au budget. La loi du 12 août 1901 a transféré ce crédit à un autre poste du budget.

(4) Dont 550,000 francs en charge temporaire.

CULTES NON CATHOLIQUES.				SECOURS à DES MINISTRES des CULTES.	TOTAUX.	CHIFFRE de LA POPULATION du ROYAUME.
CULTE PROTESTANT et ANGLICAN.		Culte Israélite personnel frais de bureau du consistoire central et dépenses imprévues.	Subsides pour les édifices des cultes protestant et Israélite.			
75,000	13,000	16,000	20,000	30,000	5,509,000	5,635,196
75,000	13,000	16,000	20,000	30,000	5,209,000	5,720,807
75,000	13,000	16,000	10,000	30,000	4,905,000	5,784,958
75,000	13,000	16,000	10,000	30,000	4,926,000	5,853,278
75,000	10,000	16,000	10,000	30,000	4,933,000	5,909,975
75,000	10,000	16,000	10,000	30,000	4,936,000	5,974,743
80,000	10,000	18,000	10,000	30,000	5,220,000	6,030,043
80,000	10,000	18,000	10,000	30,000	5,222,000	6,093,798
80,000	11,000	18,000	10,000	30,000	5,223,000	6,069,321
79,000	10,000	18,000	10,000	30,000	5,243,000	6,136,444
81,000	10,000	18,000	10,000	30,000	5,251,000	6,195,355
79,000	11,000	18,000	10,000	30,000	5,269,000	6,262,272
79,000	10,000	18,000	6,000	30,000	5,281,000	6,341,958
81,000	10,000	19,000	3,000	30,000	5,307,000	6,410,783
81,000	10,000	19,000	»	30,000	5,331,000	6,495,886
83,000	10,000	19,000	10,000	30,000	5,386,000	6,586,593
83,000	10,000	19,000	10,000	30,000	5,837,000	6,669,732
84,000	10,000	19,000	10,000	30,000	5,563,000	6,744,532
84,000	10,000	19,000	(3) »	30,000	6,457,000	6,815,064
85,000	10,000	21,000	10,000	30,000	7,212,000	»

ANNEXE II.

Personnel des écoles de bienfaisance de l'État, à Ruysselede-Beernem.

DÉSIGNATION DES EMPLOIS.	Nombre d'agents.	Traitements		Total des traitements.
		minimum.	maximum.	
Secrétaires des comités d'inspection				
Directeurs.	4	6,000	8,000	9,600
Sous-directeur	4	5,000	4,500	5,500
Chef de bureau	"	"	"	"
Aumôniers catholiques.	4	2,600	5,000	5,000
id. adjoints.	1	4,800	2,200	2,000
Médecins	4	2,400	2,800	3,560
Médecins adjoints.	1	4,800	2,200	2,200
Instituteurs principaux.	1	2,200	2,700	2,700
id. adjoints	6	4,600	2,000	11,800
id. auxiliaires.	"	"	"	"
Agents-comptables	4	2,800	5,400	5,400
Commis de 1 ^{re} classe.	2	2,100	2,800	5,500
Id. « 2 ^e id.	2	1,600	2,000	5,400
Id. « 2 ^e id.	"	"	"	"
Id. « 3 ^e id.	5	4,200	4,500	4,535
Magasiniers	"	4,600	2,000	"
Surveillantes religieuses	15	700	900	12,700
Chefs- surveillants	2	2,000	2,600	4,400
Surveillants de 1 ^{re} , 2 ^e et 5 ^e classe	49	1,200	1,700	24,900
Professeur surveillant de culture	"	"	"	"
Surveillants spéciaux	"	"	"	"
Maîtres de musique	1	"	"	250
Organistes, chantres, acolytes	1	"	"	150
Aumôniers protestants et israélites	"	"	"	"
Dépenses imprévues (Remplacement provisoire d'agents malades, secours, indemnités, etc. .	"	"	"	"
Frais de représentation.	"	"	"	600
Gages du portiers, des infirmiers, des autres agents de la ferme, du boulanger, etc.. . .	"	"	"	47,000
Augmentations éventuelles.	"	"	"	2,257
Frais de route et de séjour.	"	"	"	4,600
				147,952
Frais d'habillement et d'équipement des sur- veillants	"	"	"	2,000
				149,952

(4) Application de l'article 5 de l'Arrêté Royal du 12 décembre 1896

Personnel de l'École de bienfaisance de l'État, à Saint-Hubert.

DÉSIGNATION DES EMPLOIS.	Nombre d'agents.	Traitements		Total des traitements.
		minimum.	maximum.	
Secrétaires des comités d'inspection	»	»	»	»
Directeurs	1	5,000	7,000	4,500
Sous-directeur	»	»	»	»
Chef de bureau	»	»	»	»
Aumôniers catholiques	1	5,100	5,500	2,700
— adjoints	»	»	»	»
Médecins	1	2,400	2,800	2,600
— adjoints	»	»	»	»
Instituteurs principaux	1	2,700	5,200	2,900
— adjoints	5	2,000	2,400	10,650
— auxiliaires	»	»	»	»
Agents comptables	1	5,500	5,900	4,150*
Commis de 1 ^{re} classe	1	2,200	2,900	2,900
— de 2 ^e classe	4	1,700	2,100	7,200
— de 3 ^e classe	2	1,500	1,600	2,900
Magasiniers	1	1,700	2,100	2,100
Surveillantes religieuses	2	700	900	1,600
Chefs surveillants	1	2,000	2,800	2,800
Surveillants de 1 ^{re} , 2 ^e et 3 ^e classe	40	1,400	1,900	59,000
Professeur-surveillant de culture	1	1,450		1,450
Surveillants spéciaux	»	»	»	»
Maîtres de musique	1	500		500
Organistes, chantres, acolytes	1	500		500
Aumôniers protestants et israélites	»	»	»	»
Dépenses imprévues (<i>Remplacement provisoire d'agents malades, secours, indemnités, etc.</i>)	»	»	»	5,900
Frais de représentation	»	»	»	»
Gages du portier, des infirmiers, des autres agents de la ferme, du boulanger, etc	»	»	»	5,000
Augmentations éventuelles	»	»	»	4,490
Frais de route et de séjour	»	»	»	2,500
				122,600
Frais d'habillement et d'équipement des sur- veillants	»	»	»	2,000
				124,600

(*) Application de l'article 5 de l'arrêté royal du 12 décembre 1896.

Personnel de l'École de bienfaisance de l'État, à Reckheim.

DÉSIGNATION DES EMPLOIS.	Nombre d'agents.	Traitements		Total des traitements.
		minimum.	maximum	
Secrétaires des comités d'inspection	"	"	"	"
Directeurs	1	5,000	7,000	5,000
Sous-directeurs	"	"	"	"
Chef de bureau	"	"	"	"
Aumôniers catholiques	1	5,100	5,500	5,500
— adjoints	"	"	"	"
Médecins	1	2,400	2,800	2,400
— adjoints	"	"	"	"
Instituteurs principaux	1	2,700	5,200	5,200
— adjoints	4	2,000	2,400	9,150
— auxiliaires	"	"	"	"
Agents-comptables	1	5,500	5,900	5,600
Commis de 1 ^{re} classe	1	2,200	2,900	2,200
— 2 ^e —	5	1,700	2,100	8,500
— 5 ^e —	2	1,500	1,600	3,200
Magasiniers	1	1,700	2,100	2,100
Surveillantes religieuses	5	"	"	5,000
Chefs-surveillants	2	2,000	2,800	4,100
Surveillants de 1 ^{re} , 2 ^e et 5 ^e classe	55	1,400	1,900	49,650
Professeur-surveillant de culture	"	"	"	"
Surveillant spéciaux	"	"	"	"
Maître de musique	"	"	"	"
Organistes, chantres, acolytes	5	"	"	56
Aumôniers protestants et israélites	"	"	"	"
Dépenses imprévues (Remplacement provisoire d'agents malades, secours, indemnités, etc.).	"	"	"	"
Frais de représentation	"	"	"	"
Gages du portier, des infirmiers, des autres agents de la ferme, du boulanger, etc.	"	"	"	19,077
Augmentations éventuelles	"	"	"	1,585
Frais de route et de séjour	"	"	"	2,500
				419,796
Frais d'habillement et d'équipement des sur- veillants	"	"	"	2,000
				421,796

Personnel de l'École de bienfaisance de l'État, à Moll.

DÉSIGNATION DES EMPLOIS.	Nombre d'agents.	Traitements		Total des traitements.
		minimum	maximum.	
Secrétaires des comités d'inspection	»	»	»	»
Directeurs.	1	5,000	7,000	6,500
Sous-directeur	»	»	»	»
Chef de bureau	»	»	»	»
Aumôniers catholiques	1	3,100	5,500	3,500
Aumôniers adjoints	»	»	»	»
Médecins	1	2,400	2,800	2,800
Médecins adjoints	1	1,800	2,200	1,800
Instituteurs principaux	1	2,700	3,200	3,200
— adjoints	5	2,000	2,400	6,500
— auxiliaires	»	»	»	»
Agents-comptables	1	5,300	3,900	5,900
Commis de 1 ^{re} classe	5	2,200	2,900	7,850
— 2 ^e —	1	1,700	2,100	2,100
— 3 ^e —	»	»	»	»
Magasiniers.	1	1,700	2,100	2,100
Surveillantes religieuses	»	»	»	»
Chefs-surveillants	2	2,000	2,800	4,500
Surveillants de 1 ^{re} , 2 ^e et 3 ^e classe	29	1,400	1,900	43,200
Professeur-surveillant de culture	»	»	»	»
Surveillant spéciaux.	»	»	»	»
Maîtres de musique	1	»	»	100
Organistes, chantres, acolytes,	1	»	»	550
Aumôniers protestants et israélites	»	»	»	»
Dépenses imprévues (Remplacement provisoire d'agents malades, secours, indemnités, etc.	»	»	»	1,862
Frais de représentation	»	»	»	»
Gages du portier, des infirmiers, des autres agents de la ferme, du boulanger, etc.	»	»	»	7,645
Augmentations éventuelles.	»	»	»	1,000
Frais de route et de séjour	»	»	»	2,480
				100,987
Frais d'habillement et d'équipement des sur- veillants	»	»	»	2,000
				102,987

Personnel de l'École de bienfaisance de l'État, à Namur.

DÉSIGNATION DES EMPLOIS.	Nombre d'agents.	Traitements		Total des traitements.
		minimum.	maximum.	
Secrétaires des comités d'inspection	1	3,080		3,080
Directrice	1	1,200		1,200
Sous-directeur	"	"	"	"
Chef de bureau	1	3,500	4,500	4,000
Aumôniers catholiques.	1	3,100	3,500	3,300
— adjoints.	"	"	"	"
Médecins	1	2,400	2,800	2,800
— adjoints	"	"	"	"
Instituteurs principaux	"	"	"	"
— adjoints	"	"	"	"
— auxiliaires	"	"	"	"
Agents-Comptables	"	"	"	"
Commis de 1 ^e classe.	1	2,200	2,900	2,200
— 2 ^e —	2	1,700	2,100	3,800
— 3 ^e —	"	"	"	"
Magasiniers	1	1,700	2,100	1,900
Surveillantes religieuses	27	700	900	21,900
Chefs-surveillants	"	"	"	"
Surveillants de 1 ^e , 2 ^e et 3 ^e classe	5	1,400	1,900	5,050
Professeur-surveillant de culture.	"	"	"	"
Surveillants spéciaux	"	"	"	"
Maîtres de musique.	"	"	"	"
Organistes, chantres, acolytes.	2	"	"	125
Aumôniers protestants et israélites	2	"	"	700
Dépenses imprévues (Remplacement provisoire d'agents malades, secours, indemnités, etc).	"	"	"	2,000
Frais de représentation	"	"	"	"
Gages du portier, des infirmiers, des autres agents de la ferme, du boulanger, etc.	"	"	"	540
Augmentations éventuelles	"	"	"	690
Frais de route et de séjour	"	"	"	400
				33,685

ANNEXE III.

Voici le tableau des volumes, publiés jusqu'à ce jour, du Recueil des anciennes lois et ordonnances :

RECUEIL DES ORDONNANCES DE LA PRINCIPAUTÉ DE LIÈGE.

1^{re} série : 974-1506, par M. St. BORMANS, 1 vol. 1878 ;

2^e série : 1506-1684, par M. L. POLAIN, 3 vol., tome I, 1869 ; II, 1871 ; III, 1872 ;

3^e série : 1684-1794, par M. L. POLAIN, 2 vol., tome I, 1855 ; II, 1860.

RECUEIL DES ORDONNANCES DES PAYS-BAS.

2^e série : 1506-1700, par M. CH. LAURENT, 2 vol., tome I, 1893 ; II, 1898 ;

3^e série : 1700-1794, 10 vol., tome I, 1860 ; II, 1867 ; III, 1873 ; IV, 1877 ; V, 1882 ; VI, 1887, par M. GACHARD ; tome VII, 1890 ; VIII, 1894 ; IX, 1897 ; X, 1901, par M. J. DE LE COURT.

RECUEIL DES ORDONNANCES DE LA PRINCIPAUTÉ DE STAVELOT.

648-1794, par M. POLAIN, 1 vol., 1803.

RECUEIL DES ORDONNANCES DU DUCHÉ DE BOUILLON.

1240-1795, par M. POLAIN, 1 vol., 1868.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 MAART 1902

Begrooting van 't Ministerie van Justitie voor het dienstjaar 1902 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾, UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DE LANTSHEERE.

MIJNE HEEREN,

De sommen, in 1902 aan de Wetgeving gevraagd voor de Begrooting van Justitie, bedragen 26,791,400 frank. De kredieten, in 1901 toegekend, beliepen 26,419,900 frank; dus is er eene verhooging van 371,500 frank.

Die verhooging betreft de gewoone uitgaven tot een bedrag van 276,500 frank. Deze uitgaven bedroegen 25,604,900 frank in 1901, en staan thans op de begrooting voor 25,881,400 frank.

De uitzonderlijke uitgaven zijn voor het dienstjaar 1902 berekend op 910,000 frank, en hadden in 1901 slechts 815,000 frank bereikt. Dus eene vermeerdering van 95,000 frank.

De algeheele vermeerdering is onderverdeeld als volgt :

Eerste sectie. — Gewone uitgaven.

HOOFDSTUK I. — *Middenbestuur.*

Art. 5. Reis- en verblijfkosten en zendingen buiten 's lands	fr.	1,000 »
--	-----	---------

HOOFDSTUK II. — *Rechterlijke macht.*

Art. 8. Hoven van beroep. — Personeel	7,500 »	
Art. 9. Hoven van beroep. — Materieel. — Vergoedingen aan de griffiers voor het materiëel der griffies	2,700 »	
Over te dragen.		8,500 »

(1) Begrooting, nr 4, IV.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer NERINCX, bestond uit de heeren FÉRON, MABILLE, CARTUYVELS, DE LANTSHEERE, HARMIGNIE, FRÉDÉRIC DELVAUX.

Overgebracht. . .	8,500	»
Art. 10. Rechtbanken van eersten aanleg en van koop- handel. — Personeel	4,000	»
Art. 11. Rechtbanken van eersten aanleg en van koop- handel. — Vergoedingen aan de griffiers voor het materiëel der griffies	10,000	»
Art. 12. Vrederechten en politie-rechtbanken. — Per- soneel	17,300	»
Art. 13. Vrederechten en politie-rechtbanken. — Ver- goedingen aan de griffiers voor het materiëel der griffies. .	10,000	»

HOOFDSTUK III. — *Krijgsgerecht.*

Art. 14. Krijgsgerechtshof. — Personeel. — Vergoedingen voor den dienst van het secretariaat van den auditeur- generaal	1,000	»
---	-------	---

HOOFDSTUK VIII. — *Eerediensten.*

Art. 31. Hoogere geestelijkheid van den katholieken eere- dienst.	400	»
Art. 32. Lagere geestelijkheid van den katholieken eere- dienst.	4,000	»
Art. 34. Hervormde en Anglicaansche eeredienst. — Per- soneel.	1,600	»

HOOFDSTUK IX. — *Weldadigheid.*

GESTICHTEN VAN WELDADIGHEID EN HUIZEN VOOR KRANKZINNIGEN.

Art. 41. Kosten van onderhoud en vervoer van behoef- tigen door de wet ten laste van den Staat gebracht . . .	200,000	»
--	---------	---

HOOFDSTUK X. — *Gevangenissen.*

Art. 53. Jaarwedde der ambtenaren en beambten . . .	30,000	»
Te zamen . . fr.	294,500	»

Waarvan dienen afgetrokken de vermindering op de vol-
gende kredieten :

Art. 6. Hof van verbreking. — Personeel fr.	3,000	»
Art. 44. Weldadigheidsscholen van den Staat. — Personeel (daaronder de reiskosten van de leden der comiteiten van toezicht en van ambtenaren en beambten dier gestichten)	7,000	»
Anderzijds. .	10,000	»

Anderzijds.	10,000 »	
Art. 46. Weldadigheidsscholen van den Staat. — Materiëel, gebouwen en onroerende goederen.	8,000 »	
	fr.	18,000 »
Blijft.	fr.	276,500 »

Tweede sectie. — Buitengewone uitgaven.

HOOFDSTUK XIII. — *Verskillende diensten.*

Op dit hoofdstuk is er eene totale verhooging van . . . fr.	95,000 »
Daaruit volgt dat de algemeene verhooging der begrooting van 1902, tegen 1901, bedraagt	371,500 »

De inleidingsnota der begrooting geeft over die vermeerdering deze inlichtingen :

De verhooging van artikel 5 is het gevolg van het toenemen der reis- en verblijfkosten in de voorgaande jaren. Dat is ook het geval met artikel 9, bestemd om dit krediet overeen te brengen met de in vroegere jaren vastgestelde behoeften.

De verhooging van artikelen 8, 12 en 14 volgt uit het toepassen der wetten en besluiten betreffende de jaarwedden.

De verhooging van artikel 10 is 't gevolg van het inrichten van verschillende plaatsen bij de rechterlijke macht, welke last overigens grootendeels wordt vergoed door verlaging van zekere jaarwedden, ingevolge de wetten en reglementen dienaangaande.

De verhooging onder artikelen 11 en 13 strekt tot het vergemakkelijken der betaling van getuigengeld, zoo in de griffies der rechtbanken van eersten aanleg als van vredegerichten. Bijgevolg moet ter beschikking der griffiers zeker bedrijfsfonds worden gesteld, opdat zij die taxes zouden kunnen betalen. Later worden deze hun door den ontvanger der registratie terugbetaald. En het aldus gevormd bedrijfsfonds dient voorgoed. Dus is dit eene slechts tijdelijke verhooging.

De verhooging onder artikelen 31 en 32 is het gevolg der toepassing van de wet op de jaarwedde der katholieke geestelijkheid, alsmede van de ontworpen inrichting van zekere plaatsen, gepaard met vermindering van jaarwedden, ingevolge de wetsbepalingen.

Artikel 34 bevat eene verhooging van 1,600 frank, bestemd om eene jaarwedde toe te kennen aan den protestantschen predikant te Wasmes.

De verhooging onder artikel 41 is het gevolg van de toepassing der wet, die het onderhoud en vervoer van zekere behoeftigen ten laste van den Staat legt. Deze aanzienlijke verhooging strekt om de begrooting overeen te brengen met de uitgaven waarin het krediet moet voorzien, en die niet beperkt kunnen worden.

Het krediet onder artikel 44 werd verminderd met 15,000 frank, omdat

zes beambten van de Weldadigheidsschool te Namen naar 't Bestuur der Gevangenissen overgingen.

Anderzijds wordt die vermindering tot een bedrag van 8,000 frank opgewogen door de overdracht naar dit artikel, van de uitgaven veroorzaakt door de kosten tot kleeding en uitrusting van de bewakers, die vroeger onder artikel 46 voorkwamen. Dus is dit laatste artikel zooveel verminderd.

Het oud artikel 45 werd gesplitst in twee nieuwe: 45 en 46, ten einde de uitgaven te scheiden, betreffende leerlingen die ter beschikking der Regeering worden gesteld, en die betreffende de weldadigheidsscholen.

Artikel 55 bevat eene verhooging, noodig gemaakt door het inrichten van eenige plaatsen van toezieners en klerken, alsmede door het toenemen der jaarwedden, ingevolge de bestaande reglements-bepalingen.

De uitzonderlijke uitgaven bevatten nieuwe kredieten voor eene som van 910,000 frank. Die verhooging wordt tot beloop van 815,000 frank vergoed door het intrekken van kredieten, die op de vorige begrooting stonden. De eenige merklijke verhooging van een reeds vroeger bestaande krediet betreft het bouwen van cellulaire gevangenissen te Oudenaarde, Turnhout, Nijvel en Brussel.

Over die verschillende verhoogingen werden in de Middenafdeeling geene bijzondere opmerkingen gemaakt. Het krediet voor het bouwen van cellulaire gevangenissen gaf aanleiding tot eene gedachtenwisseling over het cellulaire stelsel op zichzelf. We komen er verder op terug.

ONDERZOEK IN DE AFDEELINGEN.

Over de begrooting maakten de afdeelingen eene reeks opmerkingen, die wij nuttig achten aan de Kamer mede te deelen.

Eerste afdeeling. — Onder artikel 42, doet een lid opmerken dat er eene vergoeding als recht, niet als onderstand, behoort toegekend aan militieplichtigen die onder den dienst gebrekkelijk werden.

Een lid dringt aan opdat zoo spoedig mogelijk de herinrichting der openbare liefdadigheid worde behandeld. Deze bespreking zou moeten verbonden worden aan die der begrooting van Justitie, alsmede het ontwerp van wet op de jaarwedde der griffiers. Een lid uit den wensch dat de toestand der grensgemeenten, slachtoffers der wet van 27^e November 1891, worde verbeterd. Een ander lid ondersteunt die opmerking en brengt in dat men zich onledig dient te houden met de bescherming der kindsheid en de herziening van sommige bepalingen van 't Wetboek van strafvordering. Een ander lid zou willen dat men zich ten spoedigste bezighoude met het vraagstuk van het onderzoek naar het vaderschap.

Een lid vraagt het overleggen en behandelen van een ontwerp van wet tot regeling der rechtspleging voor verzet tegen verstekvonnissen der boetstraffelijke rechtbanken. Een ander lid beveelt hervorming aan van de wijze tot het aanduiden van deurwaarders voor het beteekenen van vonnissen bij verstek. Een ander lid dringt aan op het indienen van een ontwerp van wet op deopenbare uitgften.

Bij het onderzoek der artikelen van de begrooting, verlangde een lid te weten op welke zendingen het krediet onder artikel 5 doelt. Een ander lid doet opmerken dat de kosten van het Krijsgerechtshof tegen de voorgaande jaren met meer dan een derde toenamen. Een ander lid uit den wensch dat het getal kamers der rechtbank van koophandel te Brussel worde vermeerderd en de toestand der kommiezen-griffiers van die rechtbanken verbeterd. Een lid doet opmerken hoe betreurenswaardig het is dat betichten door de justitiepaleizen worden geleid met de handboeien. Sommige leden ondersteunen die opmerkingen en vragen dat de aandacht van den heer Minister van Justitie op die misbruiken worde gevestigd. Een ander lid doet eene dergelijke aanmerking ten opzichte der betichten, die in 't bijzijn van 't publiek door de statieën worden geleid.

Een lid wijst op het misbruik van bekendmaking van arresten en vonnissen. Sommige stukken, in den loop van rechtsgedingen overgelegd, worden in verzamelingen opgenomen. Ook ware 't raadzaam de namen van partijen niet af te kondigen. Een ander lid duidt den heer Minister de misbruiken van voorloopige gevangenzitting aan.

Ten slotte vraagt een lid aan de Regeering uitlegging over 't gebruik der fondsen van de openbare veiligheid.

Tweede afdeeling. — Een lid verlangt de inzichten der Regeering te kennen over het bouwen van eene cellulaire gevangenis voor vrouwen te Brussel. Een ander lid wenscht te weten hoeverre het staat met de werken aan de cellulaire gevangenis te Oudenaarde.

Een lid vraagt dat de Regeering den naamstaat levere van de gepensioneerde ambtenaren en officieren die buiten hun pensioen eene jaarwedde, vergelding of vergoeding ten laste der begrooting trekken.

Derde afdeeling. — Een lid doet opmerken dat in de gerechtelijke statistieken het beroep der veroordeelden niet wordt opgegeven.

Vierde afdeeling. — Een lid vraagt wanneer de Regeering een ontwerp van wet over de herinrichting der liefdadigheid zal indienen. Naar aanleiding van het bouwen van nieuwe cellulaire gevangenissen, doet een ander lid opmerken dat dit stelsel gehekelde wordt door uitstekende criminalisten. De uitslagen van dit stelsel zouden door middel van oorkonden meer van nabij dienen onderzocht. Een lid verlangt dat het afkondigen der ambtelijke stukken worde ondernomen door een samenwerkend genootschap, zooals geschiedt met het *Journal Officiel* van Frankrijk. Dit bracht eene merkelijke bezuiniging mede.

Naar aanleiding van het hoofdstuk Eerediensten, verklaren leden zich voor de scheiding van Kerk en Staat.

Vijfde afdeeling. — Sommige leden vragen dat de rechtbank Luik van de tweede naar de eerste klasse worde overgebracht. Een lid vraagt het inrichten van eene vaste kamer in plaats van de tijdelijke, bij de rechtbank van eersten aanleg te Gent. Een ander lid vraagt dat onderzocht zou worden of

de wet op het algemeen rekenplichtig beheer der landbouwondernemingen van de weldadigheidsinrichtingen niet te ontgaan is.

Zesde afdeeling. — Een lid vraagt dat er bij den Minister van Justitie stappen zouden aangewend worden, opdat de jonge Sipido in vrijheid worde gesteld. Een ander lid acht dergelijke poging ondoenlijk. Een ander lid acht het noodzakelijk de handelsgebruiken tot wetboek te vereenigen. Hetzelfde lid verlangt dat de Regeering zich zou inlaten met de bevoegdheid der vrederechters, het inrichten van kamers voor gevallen van heete daad, met de hervorming van het notariaat, met het beschermen van getuigen tegen kwaadwilligheid van betichten.

Over artikel 40 vraagt een lid aanvullende uitlegging.

De afdeeling neemt onderstaanden wensch aan, door een lid uitgedrukt :
« De afdeeling is van oordeel dat er een bijzonder stelsel dient ingericht voor opgesloten en wegens drukpersmisdrijf en andere feiten van politieke aard. »

Een lid vraagt inlichtingen over de toevluchtshuizen voor vrouwen. Een ander lid handelt over hervorming der weldadigheid, het versmelten van de weldadigheidsbureellen met den raad der godshuizen, het aanstellen van toezieners, alsmede over het belemmeren van de geldelijke uitbreiding dezer inrichtingen, door de verplichting om hare fondsen in Staatsrente te beleggen.

De begrooting werd goedgekeurd :

in de 1^{ste} afdeeling, met 9 stemmen tegen 1 en 9 onthoudingen ;

— 2 ^e	—	8	—	4 onthouding ;
— 3 ^e	—	7	—	1 — 1 —
— 4 ^e	—	7	—	2 — 4 onthoudingen ;
— 5 ^e	—	eenparig ;		
— 6 ^e	—	met 10 stemmen tegen 7.		

ONDERZOEK IN DE MIDDENAFDEELING.

De Middenafdeeling achtte het raadzaam de Regeering een aantal vragen te stellen. Behalve twee, die verder beter op hare plaats zullen komen, volgen zij hier met het antwoord der Regeering :

1^{ste} VRAAG.

De afdeeling verlangt de statistiek te kennen van de uitgaven voor de eerediensten, sedert 1830 op de begrooting van Justitie gebracht.

ANTWOORD.

Ziehier de statistiek der uitgaven voor de eerediensten, sedert 1830 op de begrootingen gebracht.
(Zie die tabel, bijlage I.)

2^e VRAAG.

In zekere rechtbanken van koophandel vervullen de hulpgriffiers (doctoren in de rechten) het ambt van griffier ter zitting.

ANTWOORD.

De toestand der hulpgriffiers in de rechtbanken van koophandel kan, voor de benoeming, enkel veranderd worden door

Kan, voorde benoeming en de jaarwedde, de toestand dezer hulpgriffiers niet worden verbeterd?

3^e VRAAG.

De liefdadigheidsscholen staan onder de wetten op de algemeene rekenplichtigheid. Dat levert bezwaren op, vooral met het oog op den verkoop van voortbrengselen, die bij openbare veiling moet geschieden. Kan de Regeering dien toestand niet verhelpen?

4^e VRAAG.

De middenafdeeling verlangt van de Regeering eene tabel van het personeel, opgegeven onder artikel 44 der begrooting, volgens de verschillende scholen, waartoe dit personeel behoort.

5^e VRAAG.

Wat betaalde de Regeering voor het besteden bij particulieren of in openbare gestichten, van kinderen die ter harer beschikking werden gesteld?

6^e VRAAG.

Is de Regeering van plan eerlang een ontwerp van wet over herinrichting der openbare weldadigheid in te dienen?

eene wijziging der wetten op de rechterlijke inrichting.

Dit vraagstuk wordt thans in het Departement van Justitie bestudeerd, doch het onderzoek is nog niet afge-loopen.

ANTWOORD.

De Regeering zou zich eerst dan gerechtigd achten eene wijziging der wetten op Staats algemeen rekenplichtig beheer te vragen, zoo de verplichting tot openbare veiling erge bezwaren hadde opgeleverd. Welnu, tot hiertoe kreeg zij geene kennis van dergelijke bezwaren.

ANTWOORD.

Ziehier de tabellen van het personeel der verschillende scholen.

(Zie die tabellen, bijlage II.)

ANTWOORD.

Het besteden bij bijzondere personen kan volgens de omstandigheden en ingevolge den omzendbrief van 8 Februari 1893, aanleiding geven tot het betalen van kostgeld of het terugkeeren van kleedingskosten.

Bij ambachtlieden bedraagt het kostgeld doorgaans 50 centiemen per dag beneden den leeftijd van 18 jaar en later 33 centiemen.

In private gestichten beloopt het kostgeld doorgaans fr. 1.20 per dag.

ANTWOORD.

De Regeering legde ter studie een ontwerp tot versmelting der besturen van de godshuizen en van de weldadigheidsbureelen. Zij hoopt het in den aanstaanden zittijd te kunnen indienen.

7° VRAAG.

Wat is het getal inschrijvers op het *Compte rendu analytique* en het *Beknopt Verslag* van Kamer en Senaat in 1901-1902? Zelfde vraag voor de *Annales parlementaires*.

ANTWOORD.

Ziehier dit getal inschrijvers op 31 Januari 1902 :

Annales parlementaires alleen (Kamer en Senaat (1), in België, 210, in den vreemde, 1. Te zamen 211 ;

Annales parlementaires, met de oorkonden (Kamer en Senaat), in België, 750, in den vreemde, 3. Te zamen, 753 ;

Documents parlementaires alleen, in België, 124, in den vreemde, 2. Te zamen, 126 ;

Compte rendu analytique (Kamer en Senaat), in België, 5,401, in den vreemde, 3. Te zamen, 5,404 ;

Beknopt Verslag, in België, 1,279 ; in den vreemde, 0. Te zamen, 1,279.

*
* *

Zooals wij hierboven zegden, onderzocht de middenafdeeling breedvoerig het degelijke van het cellulair stelsel. Naar aanleiding van het krediet voor het bouwen van meerdere gevangenissen van dien aard, stelde een lid de vraag of het niet raadzaam ware de vraagstukken betreffende die wijze van gevangenzitting grondig te bestudeeren. Zonder de gevangenzitting in 't gemeen te willen herinvoeren, mag men toch de gevolgen betreuren, bij den overtreder verwekt door nagenoeg volstrekte afzondering. Eerst en vooral, wijkt het werk dat hij in de cel moet verrichten, merklijk af van de gewone en regelmatige voorwaarden van hedendaagschen nijverheidsarbeid. Wat gezegd van eenen fabriekswerkman, die gewoon is deel te nemen aan een gezamenlijk reusachtig werk, in eene fabriek waar honderden en duizenden arbeiders elkander verdringen, en eensklaps opgesloten in een bekrompen verblijf, overgeleverd aan eene taak die hem vruchteloos voorkomt, omdat zij eene eenzame is, beroofd van 't bewustzijn van medewerking aan een gemeenschappelijk werk? En hoe kan men, heeft hij eenmaal de gevangenis verlaten, dien man, door lange gewoonte en dagelijks drillen gemaakt tot oorbeeld aan den te huis werkenden ambachtsman voor eigen rekening, in eenen stiel die uit zijnen aard de behoeften der groote nijverheid miskent, opnieuw geschikt maken voor het fabrieksleven? Anderzijds schijnt het, met het oog op verstandelijke en zedelijke tucht, stellig dat de ontzenuwing, als gevolg van aanhoudende opsluiting in eene cel, den overtreder berooft van den ondernemingsgeest

(1) Voor den inschrijvingsprijs, ontvangen de abonneuten het verslag van beide Kamers.

de stoutheid en de weerstandskracht, die onontbeerlijk zijn in den strijd om het bestaan? Men bevindt zich tegenover een verzwakt, ontzenuwd wezen, dat schijnt nooit tot zijnen vroegeren stand teruggebracht te kunnen worden. Dat levert maar al te zekere gevaren van hervalling op, en als onvermijdelijk gevolg. herhaling en opsluiting, termijnen van dien kring, die eene ophoudende omwenteling verricht. Zonder eindelijk te gewagen van den slechten invloed der cel op de gezondheid der opgeslotenen, schijnt het bestaande stelsel in vele gevallen uiterst streng, omdat het den mensch buiten de natuurlijke omstandigheden van de menschheid plaats : Het onttrekt hem aan 't maatschappelijk leven, aan den omgang met zijne medemenschen ; het verhindert hem de allereerste behoefte van den menschelijken aard, omgang met menschen, te bevredigen. en levert den ongelukkige over aan een bestendig nadenken over zichzelf, wellicht verergd door overweging die hem al te dikwijls tot wanzin of vaststaand denkbeeld moet leiden. Een enkel middel schijnt die betreurenswaardige gevolgen te kunnen bestrijden : inrichting van gezamenlijk werk, van werkplaatsen, timmerwerven, enz., waar de overtreders, te midden der opsluiting zelve, een beeld zouden terugvinden van het door hen verloren leven dat zij zekeren dag zullen hernemen.

Deze bedenkingen vatten de voornaamste bezwaren samen, die gewoonlijk worden ingebracht tegen eenzame opsluiting, en ze komen schier geregeld terug. Een zonderling samenvallen is het, dat het congres over menschelijke misdadigheid te Amsterdam in 1901 en het penitentiair congres te Brussel in 1900, dit zoo kiesche vraagstuk onderzochten en ons nieuwe beoordeelingsmiddelen aan de hand doen, als 't ware uit de uiterste werelddeelen gekomen.

Op het congres te Amsterdam, schijnt er niet al te grondig beraadslaagd te zijn. Naar het verslag van den heer Gauckler (1), « toonde de overgrootte meerderheid zich wel is waar tegen het cellulair stelsel; het werd niterst hevig aangevallen door den heer Ferri, die vooral het oog had op den Italiaanschen boer, voor wien beroofd zijn van zon en lucht iets afschuwelijks is. 't Was te verwachten dat de vertegenwoordigers van landen waar het cellulair stelsel officiëel bestaat, het zouden verdedigen. Doch alleen doctor Baer, de uitstekende geneesheer ter gevangenis Plötzensee te Berlijn, betwistte volstrekt al de aanvallen, tegen het cellulair stelsel gericht. En wat Nederland betreft, zegt de heer Van Hamel ons dat de regering, eensgezind met de Vereeniging van Nederlandsche rechtsgeleerden (2), er op bedacht was het strenge van eenzame opsluiting in dat land te verzachten. En voor Frankrijk, voerde de heer algemeen toezieners Garnier enkel verzachtende omstandigheden aan en vroeg dat de cel niet plotseling afgeschaft zou worden. Voor België, eindelijk, vroeg doctor Struelens dat de bespreking niet gesmoord zou worden op 't einde eener zitting, dat er geene

(1) *Revue pénitentiaire*, September-December 1901, blz. 1464.

(2) Zie daarover, *Revue pénitentiaire*, Januari 1902, blz. 127 en vlgg.

uitspraak zou gedaan en de beraadslaging over het cellulair stelsel naar een volgend congres verzonden zou worden. Daartoe werd besloten. »

De besluiten, door het internationaal penitentiair congres te Brussel (1) aangenomen, huldigen inzonderheid het cellulaire stelsel, zooals het in België wordt toegepast. « Het congres is van oordeel dat de uitslagen van het cellulair stelsel, met het oog op misdaad en herhaling, voor zooveel dit door ervaring kan vastgesteld worden, beantwoorden aan de verwachting der voorstanders van die wijze van gevangenzitting, in de mate van mogelijken invloed van strafstelsels. Uit de ondervinding in België blijkt dat eenzame opsluiting, zelfs gedurende tien jaar en langer, mits voorafgaande of geleidelijke wegruiming van sommige bestanddeelen, op de lichamelijke of geestelijke gezondheid der opgesloten niet ongunstiger werkt dan alle andere wijze van gevangenzitting.

Bij die oorkonden veroorloven wij ons deze beschouwingen te voegen : Onzes inziens, is de vraag niet het volstrekte, maar wel het betrekkelijke verbeteren van het cellulair stelsel. Met andere woorden, er dient gekozen tusschen gemeene gevangenis en afzondering der opgesloten. Ieder tusschenstelsel verwekt noodzakelijk — zoo denken alle criminalisten — dezelfde bezwaren als gezamenlijke opsluiting. Welnu, laatstgemelde wordt bepaald verworpen door gansch de hedendaagsche strafwetenschap. Behalve andere gebreken, heeft het een onuitroeibaar hoofdgebrek : onderling bederf der opgesloten. Met veel juistheid werd aangemerkt dat zij de geregelde school der misdaad is. « Naar aanleiding van gemeene gevangenissen, zegt de heer Henri Joly, wordt soms gesproken van die gasthuizen van den ouden stempel, waar soms een lijk tusschen twee zieken in hetzelfde bed werd aangetroffen. Wat wij in onze gevangenissen doen is, hoop ik, bestemd later evenveel bewondering te verwekken. » Stellig volstaat dergelijke uitslag om onwederroepelijk het stelsel te doen verwerpen, waardoor hij wordt voortgebracht. Dus moet men overgaan tot het stelsel van afzondering. Zonder dezès voordeelen in het minst te willen overdrijven, toch heeft het deze hoofdzakelijk goede hoedanigheid dat de eene opgeslotene den anderen niet verderft en de werking tot verbetering der samenleving niet dwarsboomt. 't Is nogal van belang te doen uitschijnen dat de voorstanders zelve van het Belgisch cellulair stelsel er niet meer schijnen van gevergd te hebben. « Onder al de gevolgen der straf, zegt de heer Haus (2), is zedelijke verbetering der veroordeelden het minst zeker en het minst algemeen. Doch het stelsel van afzondering is het meest geschikte middel om dien uitslag op te leveren, wanneer hij te verkrijgen is, en verbetert het de veroordeelden niet in ieder geval, toch heeft het dit onbetwistbaar voordeel ze te vrijwaren voor het zedenbederf, dat onafscheidelijk is van gemeene opsluiting en ze niet nog meer verdorven in de samenleving terugwerpt dan ze waren toen zij in de gevangenis traden. »

(1) Vergadering van 10^e Augustus, *Verslag*, I, blz. 330.

(2) *Traité du droit pénal*, 2^e uitgave, II, n^o 705.

Blijft te zien of andere bezwaren tegen dit hoofdzakelijk voordeel niet opwegen en het niet vernietigen. En in dit onderzoek dient uitsluitend rekening gehouden met het cellulair stelsel, zooals het in België is ingericht, met de verzachtingen en verbeteringen, welke de in ons land reeds lange ervaring op dat gebied deed ontdekken en toepassen. Zoo mag niet vergeten worden dat de volstreckte afzondering van andere opgesloten en aanmerkelijk wordt verzacht door menigvuldige gemeenschap van den veroordeelde met de personen die het bestuurder gevangenen, de beheerscommissiën, de beschermingscomiteiten toebehooren.

De leden van die commissiën, de aalmoezeniers, de onderwijzers, de bewakers en de bestuurders der gevangenis staan in meer dan dagelijksche betrekking met de opgesloten en. Daarenboven genieten dezen zekere voordeelen, als daar zijn : cantine, wandelingen in de daartoe bestemde ruimte, enz., alle middelen tot aanmoediging tot het goede. Daarenboven werkt voorwaardelijke vrijstelling, die de krachtdadigsten aanprijkt, in denzelfden zin en doet tevens een zeer voordeelig stelsel aan de hand, om den overgang tusschen gevangenis en volkomen vrijheid te verzachten. Dit bewezen, zijn de bezwaren van het cellulair stelsel niet erger dan voor alle andere straf van gevangenzitting.

Vaak wordt beweerd dat afscheiding bijna noodzakelijk zinneloosheid bij de veroordeelden verwekt. In dit opzicht vinden wij eene gezaghebbende waarneming in een verslag van doctor de Rode (1), geneesheer voor krankzinnigen in de gevangenen : « 1° Er bestaat, zegt die uitstekende vakman, geen vorm van krankzinnigheid eigen aan celgevangenen en die *gevangenis-waanzin* zou kunnen heeten. De soorten van krankzinnigheid, in die gestichten waargenomen, zijn dezelfde als in 't gewoon leven, doch gewijzigd door bijzondere omstandigheden van gezondheid, van midden en van tucht. 2° Het getal gevallen van krankzinnigheid is in cellulaire gevangenen niet hooger dan in gemeenschappelijke gevangenen. 3° De hersenziekten die in cellulaire gevangenen worden aangetroffen, zijn doorgaans minder erg en aanhoudend dan meestal bij in 't gemeen opgesloten en. 4° Dezer getal kan verminderd worden door eene uitkiezing onder de veroordeelden die het cellulair stelsel ondergaan, of door van in den beginne diegenen te verwijderen welke blijk van hersenstoornis geven. » We zouden nog meer getuigenissen van denzelfden aard kunnen aanhalen, doch 't kwam ons raadzaam voor ons enkel tot België te beperken.

Wat nu den lichamelijken toestand der opgesloten en betreft, zoo doet het beheer der Belgische gevangenen uitschijnen (2), dat zoo er in 1897 in België 17,23 sterftegevallen waren op duizend inwoners, er 20 per duizend sterftegevallen waren in de centrale gevangenen en 14 per duizend in de andere gevangenen. Ongetwijfeld bevat de bevolking der gevangenen geene kinderen en weinig ouderlingen; 't zijn doorgaans lieden van 20 tot 60 jaar. Doch ook hier is de vergelijking leerrijk. Er is onder de per-

(1) *Compte rendu du Congrès pénitentiaire de 1900*, III, blz. 404 en volg.

(2) *Ibidem*, blz. 396-397.

sonen van 20 tot 39 jaar eene sterfteverhouding van 0.66 t. h., en onder lieden van 40 tot 59 jaar, 1,39 t. h. In de gevangenissen is het gemiddeld sterftecijfer weinig hooger dan 2 t. h. voor de centrale, 1 t. h. voor de andere gevangenissen. Laat ons hier bijvoegen dat er, zooals het beheer doet opmerken, « rekening dient gehouden met het bijzonder slag van bevolking der gevangenissen, voor 't meerendeel bestaande uit mannen die, uitgeput door een leven van ellende en ondeugd, slechts weinig tegenstand kunnen bieden aan het ontkiemen en uitbreiden van ziekten, alsmede met dit feit, dat vele opgesloten die sterven, reeds toen zij in de gevangenis traden, de ziekte hadden, die ze medesleepte. »

Eindelijk dient men zich te bekommeren om den zedelijken toestand der opgesloten en het min of meer moeilijke om hun eenen nieuwen stand in de samenleving te geven, wanneer zij de gevangenis verlaten. Stellig wordt bij langdurend opgesloten de krachtdadigheid en de ondernemingsgeest geknakt, behalve in zeldzame uitzonderingen. Doch gansch verkeerd ware 't aan het cellulair stelsel die gevolgen toe te schrijven, welke voortspruiten uit alle langdurende opsluiting, naar welk stelsel het ook moge wezen. Dat is als 't ware onafscheidelijk van elke straf die de vrijheid ontnemt. Overigens werd door de wet van 31 Mei 1888 op voorwaardelijke vrijlating op hoogst gelukkige wijze ons strafstelsel aangevuld. Het is een uiterst doelmatige prikkel tot verbetering van den veroordeelde, en veroorlooft tevens eenen overgang tusschen eenzame opsluiting en vrij leven. Zij levert het middel om de hooger bedoelde bezwaren weg te nemen, wil men de oud gevangenen opnieuw aan gezamenlijk werk gewennen. Door toedoen van de voorwaarden zelve, die men den vrijgestelde kan opleggen, geeft zij aan 't bestuur een genoeg lenig werktuig om zich te voegen naar de meest uiteenlopende toestanden. De werking der beschermingscomiteiten doet zich gedurende dit netelig tijdvak gestadig gevoelen : ze zijn een hoofdzakelijk werktuig voor de nieuwe inrichting en voorzeker een uitstekende vooruitgang in ons strafstelsel. De statistiek over voorwaardelijke vrijstelling (1) levert merkwaardige inlichtingen tot staving van deze beschouwingen. Sedert 1888, werden 2,154 veroordeelden voorwaardelijk vrijgesteld, 14 daarvan voor onbepaalden tijd, anderen trapsgewijs tot in 1930. Voor 1,660 veroordeelden werd zij vrijstelling voorgoed; daarenboven werden slechts 76 vrijstellingen ingetrokken (2). Ongetwijfeld geven de cijfers daarover maar onvolledige aanduidingen. Doch de waarneming van hen die 't gedrag der vrijgestelden van nabij nagaan, komt gansch overeen met de cijfers. Ik verwijs eenvoudig naar de zoo belangwekkende waarnemingen, door den heer Guelton afgekondigd (2).

Is het in zulke omstandigheden wenschelijk het bestaande stelsel meer ingewikkeld te maken, door tusschen cellulaire gevangenisstraf en voorwaardelijke vrijstelling een stadium van gemeenschappelijken arbeid in penitentiaire werkhuizen in te richten? De groote practische moeilijkheden van

(1) *Statistique judiciaire de la Belgique*, 2^e jaar, 1901, blz. LXVI, LXVII.

(2) *Revue catholique de droit*, December 1901, blz. 304 en vlgg.

dergelijk ontwerp daargelaten, mag er gezegd dat er op dit oogenblik daaraan geene behoefte is. Voor veroordeelden tot meer dan tien jaar eel, bestaan ter gevangenis te Gent gemeenschappelijke werkhuizen. Voor de anderen schijnt voorwaardelijke vrijstelling, wordt ze wijselijk en regelmatig toegepast, uiterst bevredigende uitslagen op te leveren.

* * *

Een ander vraagstuk, rakende het eigenlijke strafrecht, maakte de aandacht der middenafdeeling gaande, en wel dit van de herhaling en de middelen daartegen.

Dit problema staat in nauw verband met de vraag of ons strafstelsel in zijn geheel minder goed berekend is voor beteugeling dan vroeger.

In dien zin is het volgende waar te nemen : Het Wetboek van 1867 — eene stellige verbetering en een bepaalde vooruitgang in vergelijking met dit van 1810 — verzachtte dezès overdreven strengheid. De wet van 4 Maart 1870, waardoor het cellulair stelsel algemeen werd gemaakt, kent eene merkelijke vermindering toe bij het berekenen der straffen volgens het Wetboek van 1867. Op eene veroordeeling wegens moord, bij voorbeeld, staat levenslange dwangarbeid (art. 395). Mits inachtneming van verzachtende omstandigheden, kan levenslange dwangarbeid verminderd worden tot tienjarigen dwangarbeid (art. 80). Door de wet van 1870, daalt dit minimum tot 6 jaar, 3 maanden en 9 dagen. Anderzijds mag voorwaardelijke vrijstelling worden toegestaan wanneer een derde van de straf is uitgedaan, rekening gehouden met de vermindering als gevolg van cellulaire opsluiting, die den veroordeelde ten goede komt (art. 1 en 2 der wet van 30 Mei 1888). Dat geeft eene nieuwe verzachting, die de eigenlijk uitgedane straf brengt op 2 jaar en nagenoeg 3 maanden. Dit is ongetwijfeld een theoretisch geval, waarvan menige omstandigheid de verwezenlijking verhinderen kan : toch is het te verwezenlijken, en doet het duidelijk de gestadige verzachting van onze strafwetten uitschijnen.

Anderzijds doet zich gezamenlijk met dit feit een ander verschijnsel voor, dat in denzelfden zin uitloopt. We bedoelen het overgroot getal ongestraft blijvende overtredingen, ondanks den ijver van politie en parket. Men gelieve op te merken dat het hier geene onbekende overtredingen geldt, waarvan geene melding wordt gemaakt in de statistieke tabellen, maar wel vastgestelde overtredingen, waarvan de plegers onbekend blijven. Zelfs laten wij die overtredingen onverlet, waarvan de daders waren aangewezen, doch bij gemis van voldoende bewijzen onvervolgd bleven. Welnu, in 1881-1883 bleven de daders van gemiddeld 10.256.8 misdaden en wanbedrijf e onbekend ; 14,241.6 in 1886-1890 ; 19,209 in 1891-1895 ; 22,045 in 1896 ; 24,506 in 1897 ; 22,205 in 1898, en 21,417 in 1899. Het aantal zaken, door assisenhoven en boetstraffelijke rechtbanken behandeld, is verdeeld als volgt : 52,785.2 van 1886 tot 1890 ; 56,518.6 van 1891 tot 1895 ; 56,147 in 1896 ; 56,198 in 1897 ; 56,996 in 1898 en 40,008 in 1899.

Zonder uit die feiten, waarvan de oorzaken veelzijdig zijn, al te ongunstige gevolgen te trekken, is het evenwel van belang aan te merken, dat niet enkel eenvoudige wanbedrijven van lieverlede meer ongestraft blijven,

maar ook ergere misdaden, en die toeneming is onrustbarend. Van 1881 tot 1885 bleven gemiddeld 2,058.6 misdaden ongestraft ; 2,756.2 van 1886 tot 1890 ; 3,796.2 van 1891 tot 1895 ; 3,889 in 1896 ; 4,499 in 1897 ; 5,429 in 1898 en 5,203 in 1899 (1). †

Deze cijfers zijn voorwaar niet overdreven. We lieten vele feiten ter zijde, die het tafereel nog somberder konden kleuren, namelijk mindere beteugeling ten gevolge van toepassing der wet van 4 October 1867, de gestadige toeneming van veroordeeling tot straffen van korteren duur, het misbruik van voorwaardelijke veroordeeling. Is het immers niet verbazend dat op eerste veroordeelden tot gevangenzitting sommige rechtbanken 79 t. h., en andere 76 t. h., 72 t. h., 68 t. h., voorwaardelijke veroordeelingen uitspreken 93 t. h., 93 t. h., 90 t. h., 89 t. h., in geval van boete (1)?

De toestand kan niet beter worden samengevat dan door het overnemen van de woorden, onlangs door den heer Prins uitgesproken : « Dus neemt, zooals men ziet, volgens ons strafstelsel, de straf geleidelijk af, vermindert de vervolging en de beteugeling. Dat weten de misdadige klassen ; — van beroep misdadige klassen kennen immer de leemten der strafwetten en weten welk voordeel daaruit te trekken is. Voorzeker achten ze thans dat er uit eene misdadige onderneming meer voordeel is te halen dan er gevaar bij is .. » Welnu, herhalers worden bijzonderlijk aangetrokken door berekeningen van dien aard : zij juist zijn de misdadigers van beroep, die de mogelijke kansen van straffeloosheid of te zachte bestraffing berekenen. Ook is het niet te verwonderen dat de gevallen van herhaling in België toenemen, vooral bij lieden die voor korten of middelbaren tijd werden veroordeeld.

Daarover leverde 't beheer der gevangenen aan het Penitentiair Congres in 1900 (4) eene belangwekkende statistiek, die wij nuttig achten hier op te nemen.

Centrale gevangenen.				Andere gevangenen.			
		t.	h.			t.	h.
1875	50.87	t.	h. herhalers.	1875	41.08	t.	h. herhalers.
1876	53.24	—	—	1876	43.95	—	—
1877	62.03	—	—	1877	58.63	—	—
1895	60.22	—	—	1895	68.00	—	—
1896	60.53	—	—	1896	71.53	—	—
1897	63.00	—	—	1897	66.71	—	—
1898	66.71	—	—	1898	66.19	—	—
1899	63.00	—	—	1899	64.22	—	—

Over welke middelen beschikken wij om eene maatschappelijke kwaal te bestrijden, die zich onder zulke erge voorteekenen vertoont ? Enkel over artikelen 54 en volgende van het Strafwetboek, die blijkbaar ontoereikend zijn. Want de wet straft geene herhaling van misdaad op wanbedrijf ; zij straft enkel herhaling van wanbedrijf op wanbedrijf, ingeval van eerste veroordeeling tot minstens een jaar gevangenisstraf ; over herhaling van overtredingen bevat zij enkel gansch onbeduidende bepalingen. Behalve

(1) *Résumé statistique, 1886-1897; Statistique judiciaire de la Belgique, 1^e en 2^e jaar (1900-1901).*

(2) *Statistique judiciaire de la Belgique, 2^e jaar, 1901, blz. XVII.*

(3) *La criminalité et le régime répressif, Journal des Tribunaux, 1902, blz. 84 en vlgg.*

(4) *Compte rendu, III, blz. 584, 585.*

eene gansch alleenstaande en uiterst zelden toegepaste uitzondering, maakt zij in ieder geval verzwaring van straf, ten gevolge van herhaling, niet tot verplichting. Eindelijk laat zij het zoo gewichtig vraagstuk van *soortelijke herhaling* volkomen ter zijde.

De achtbare heer Le Jeune, die de wet op voorwaardelijke vrijstelling en veroordeeling gaf, beschouwde zelf gestadig eene strengere bestraffing van gewone misdadigers als onmisbare aanvulling van de grootere toegevendheid ten opzichte van toevallige overtreders. Ook diende hij den 15^{en} April 1899 een ontwerp van wet in over verzwaring van straffen ingeval van herhaling. In de toelichting (1) werd gezegd : « Het zal den wetgever niet ontgaan dat dit ontwerp de *aanvulling* is van de wet op voorwaardelijke veroordeeling en vrijstelling, en dat, zoodra het gerecht de macht verkrijgt om toegevendheid te betoonen ten opzichte van overtreders die ze niet onwaardig zijn, de samenleving krachtadiger dient beschermd tegen in het kwaad verstokte herhalers. » En de heer Prins, die het eens is met alle criminalisten, schrijft in denzelfden zin : « (In België) werd een werk van goedertierenheid, van maatschappelijke liefde, van liefdadigheid verwezenlijkt. Ten opzichte van toegevingwaardige overtreders werden gezamenlijke menschlievende maatregelen genomen : voorwaardelijke veroordeeling, voorwaardelijke vrijstelling, bescherming en opvoeding van jeugdige overtreders, verbetering der gevangenen. Dit alles strekt de XIX^e eeuw tot eer, doch dit alles eischt eene aanvulling. Wil de wetgever niet vervallen tot verkeerde overgevoeligheid, zoo dient hij, om de samenleving te beschermen, ernstige voorzorgsmaatregelen te nemen tegen wezenlijke misdadigers. Die zijde van het vraagstuk werd over het hoofd gezien, en zoo mangelt het de beteugeling aan evenwicht, zij helt gansch over naar menschenliefde; zij is verzwakt en aarzelend (1) ». De middenafdeeling stelde daarover eene vraag tot de Regeering en zag met genoegen dat deze de oplossing van die zoo gewichtige hervorming niet uit het oog verloor.

VRAAG.

Zou het niet raadzaam zijn de beschikkingen van het Strafwetboek voor de beteugelen van herhaling strenger te maken ?

ANTWOORD.

De Regeering blijft bij de meening, door haar daarover uitgedrukt ter Senaatszitting op 26 Juli laatstleden. Het toeneemen van herhaling bewijst het ontoereikende der beschikkingen van het Strafwetboek op dat gebied. Zoozeer als toegevendheid te begrijpen is voor eerste overtreders, vatbaar voor verbetering, zoo noodig is strengheid ten opzichte van herhalers, bij wie het achtereenvolgend plegen van hetzelfde wanbedrijf getuigt van aanhoudenden wil tot miskennis der wet. Dus vergen de nieuwe maatregelen, gehuldigd door de wet van 31 Mei 1888 op voorwaardelijke veroordeeling en vrij-

(1) *Documents parlementaires*, zittijd 1889-1890, n° 151, blz. 5.

stelling, als aanvulling, eene hervorming van ons strafstelsel in zake van herhaling.

Het Departement van Justitie houdt zich onafgebroken met de zaak bezig en hoopt eerlang in staat te zijn aan de Wetgeving voorstellen te doen.

* * *

Een lid betreurde den overlast van zekere rechtbanken. Hij schreef hem toe aan de talrijke gedingen over onteigening en de overdreven vormen voor vorderingen om echtscheiding. Dit gaf de middenafdeeling aanleiding om te onderzoeken welke maatregelen dienaangaande genomen kunnen worden. Er dient herinnerd dat de heer Destrée en medeleden in den loop van den vorigen zitting een ontwerp van wet indienden over getuigenverhoor in zake van echtscheiding. Dit ontwerp is de herhaling van een voorstel, in den Senaat eerst gedaan door den heer Le Jeune, vervolgens door de heeren Bara en Picard, en den 24ⁿ Januari 1899 door de Eerste Kamer verworpen. De Commissie van justitie, in den Senaat, kenschetste dit wetsontwerp aldus : « Sedert lang was op de bezwaren der thans bestaande rechtspleging gewezen; elkeen erkent dat het jammer is gansche kamers eener rechtbank bezig te houden met een zorgvuldig en kommervol onderzoek, dat, met alle wenschelijke waarborgen, voor eenen enkelen door den griffier bijgestaan rechter kan geschieden. Aanwezigheid van drie rechters is volkomen nutteloos, vermits de twee bijzitters van den voorzitter der Kamer slechts eene lijdelijke rol vervullen. De tijd dier twee magistraten kan nuttiger en doelmatiger besteed worden voor de rechtsbedeeling. De voorgestelde wijzigingen betreffen enkel den vorm van getuigenverhoor, of liever de wijze waarop tot getuigenverhoor wordt overgegaan. De Commissie acht het eener degelijke wijziging, die goede vruchten zal afwerpen... »

Zonder over den grond der zaak uitspraak te doen, besliste de middenafdeeling daarover aan de Regeering eene vraag te stellen, die wij hieronder herhalen. Een lid opperde het denkbeeld dat, om de mogelijke bezwaren te verhelpen, die kunnen voortspuiten uit de nieuwe rechtspleging, wellicht de vrijheid, door artikel 259 van 't Burgerlijk Wetboek aan de rechtbank gelaten, algemeen dient gemaakt.

VRAAG.

Welke inzichten heeft de Regeering over de geschikte maatregelen om de rechtspleging in zake van echtscheiding te vergemakkelijken? Ware 't niet raadzaam in voorkomend geval de vrijheid, aan de rechtbank gelaten door artikel 259 van 't Burgerlijk Wetboek, uit te strekken of algemeen te maken? Kan de Regeering geene statistiek leveren over

ANTWOORD.

De Regeering onderzoekt of het mogelijk is, om den gang van den gerechtelijken dienst te vergemakkelijken, de rechtspleging van 't getuigenverhoor in zake van echtscheiding te wijzigen, zonder inbreuk te maken op de algemeene belangen van de familiën en de samenleving. Die studie is nog niet afgelopen.

Ze zal met bijzondere aandacht onder-

den gemiddelden duur der rechtspleging
in zake van echtscheiding?

zoeken of het desnoods niet raadzaam
ware, zooals de middenafdeeling schijnt
voor te stellen, de vrijheid, door artikel
259 van 't Burgerlijk Wetboek aan de
rechtbanken gelaten, uit te strekken of
algemeen te maken.

Thans bezit zij niet de noodige be-
standdeelen voor de statistiek over den
gemiddelden duur der rechtsgedingen in
zake van echtscheiding.

* * *

De wet op de openbare dronkenschap schijnt niet te hebben beantwoord
aan de uitslagen die men er van verwachtte. De middenafdeeling stelde zich
de vraag of ze niet doelmatiger kan gemaakt worden. Kan gewoonlijke
dronkenschap niet worden gestraft? Kan er, in elk geval, op dronkaards
in door de wet voorziene omstandigheden niet eene straf van boete of
gevangenzitting, maar eene bijzondere straf worden toegepast, naar den
bijzonderen aard der overtreding, als bij voorbeeld min of meer langdu-
rende opsluiting in een gesticht, daartoe ingericht? Kunnen er geene insti-
tuten worden tot stand gebracht, zooals er in andere landen bestaan, om de
dronkaards te genezen van hunnen drift?

't Schijnt moeilijk in den door ons aangeduiden zin tot eene oplossing te
geraken. Het bestraffen van gewoonlijke dronkenschap buiten de omstandig-
heden van openbaarheid, wanorde, ergenis of gevaar, door de wet van
16 Augustus 1887 vereischt, ontmoet schier onoverkomelijke bezwaren. Zal
men den gewoonlijken dronkaard of den drankzuchtige enkel straffen uit
hoofde van de door hem aangenomen slechte gewoonte? Dat schijnt
onmogelijk. Zal men de gewoonte straffen, die zich door uiterlijke feiten
lucht geeft? Dan valt men in de vereischten van artikel 1 der wet.
Doch wat betreft het toepassen van eene bijzondere straf, die boete noch
gevangenzitting zou wezen, moet men bekennen dat beide laatstgemelde
straffen weinig van aard zijn om verstokte dronkaards te beteren. Welke
andere straf zou men dan wel kunnen uitdenken? Eene opsluiting met
het oogmerk van genezing zou ongetwijfeld langer duren dan in verhouding
is tot het ernstige der overtreding. En daarenboven zou het oprichten
van dergelijke gestichten al te duur kosten, gezien de uitslagen die men
verkrijgen zou. Het bestaan van bijzondere gestichten kan voorzeker groote
voordeelen opleveren, doch 't is veeleer bijzondere ondernemingsgeest dan
de openbare machten die inrichtingen van dien aard zouden moeten tot
stand brengen.

Stellig — en dit gevoelen wordt bevestigd door de toepassing der wet van
16 Augustus 1887, — moet de oplossing van het vraagstuk van drankzucht
veeleer worden gezocht in gezamenlijke voorkomingsmiddelen, van fiskalen
en anderen aard, dan bij wijze van beteugeling.

Zonder onverschillig te blijven aan de hervorming van het Wetboek van strafpleging, achtte de middenafdeeling niet daarover eene bijzondere beraadslaging te moeten voeren. Trouwens, het overleggen door den heer Minister van Justitie, van het ontwerp van wet betreffende de titels II en III van 't Wetboek van strafvordering, in zake van onderzoek en rechtsmacht tot onderzoek, alsmede het verzenden van dit ontwerp naar eene bijzondere commissie, maakt vooralsnu de opmerkingen, die de afdeeling hadde kunnen inbrengen, overbodig.

*
* *

Een lid vestigde de aandacht der middenafdeeling op het trage verschijnen van de *Verzameling der Wetten*. Hij gaf het denkbeeld in, ze per bundeltje te laten verschijnen, om het publiek op de hoogte te houden van de nieuwe wetten, naarmate zij verschijnen.

Ten slotte vroeg een lid, naar aanleiding van artikel 23 der begrooting, hoe verre het staat met het afkondigen van de verzamelingen der oude wetten van de Oostenrijksche Nederlanden, van het vorstendom Luik, enz. Daarover vindt men inlichtingen in bijlage III van dit verslag.

*
* *

Het bureel verzond een verzoekschrift naar de middenafdeeling. Het gaat uit van de hulpgriffiers in de rechtbanken van eersten aanleg en strekt om de Kamer te verzoeken het bedrag der verhooving voor de hulpgriffiers van 2^e en 3^e klasse tot 230 frank te verhoogen.

De middenafdeeling dacht zich niet bijzonderlijk te moeten uiten over dit verzoekschrift, en stelt voor het over te maken aan de middenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsontwerp op de jaarwedde der griffiers.

*
* *

Het ontwerp van begrooting voor 't Ministerie van Justitie, dienstjaar 1902, gaf in de middenafdeeling aanleiding tot eene afzonderlijke stemming over hoofdstuk VIII. Het werd goedgekeurd met 3 stemmen tegen 1, op de zes aanwezige leden. In 't geheel werd ze goedgekeurd met 5 stemmen en 1 onthouding.

Bijgevolg heeft de middenafdeeling de eer de Kamer voor te stellen de begrooting aan te nemen.

De Verslaggever,

LÉON DE LANTSHEERE.

De Voorzitter,

E. NERINCX.



BIJLAGEN.

BIJLAGE I.

Statistiek der uitgaven uitgetrokken op de Begrootingen

DIENSTJAREN.	KATHOLIEKE EEREDIENST.	GEREFORMEERDE EEREDIENST.	ISRAELITISCHE EEREDIENST.	HULPGELDEN van GERESTELIJKEN.	KATHOLIEKE EEREDIENST.		
					PERSONEEL.	Beurzen en halve beurzen bestemd voor de groote seminariën.	Toelagen voor de gebouwen van den katholieken eeredienst.
1831	5,046,659 15	79,068 78	5,291 01	19,047 62	»	»	»
1832	5,390,670 90	70,603 17	10,582 01	25,356 83	»	»	»
1833	3,552,880 41	65,000 »	12,000 »	45,000 »	»	»	»
1834	3,552,900 »	65,000 »	10,000 »	45,000 »	»	»	»
1835	3,592,900 »	90,000 »	10,000 »	45,000 »	»	»	»
1836	5,572,900 »	84,000 »	10,000 »	100,000 »	»	»	»
1837	5,987,525 68	77,624 52	10,000 »	60,000 »	»	»	»
1838	4,031,150 »	79,784 »	10,000 »	97,000 »	»	»	»
1839	4,016,150 »	80,000 »	10,000 »	80,000 »	»	»	»
(2) 1840	4,006,000 »	55,000 »	11,000 »	80,000 »	»	»	»
1841	4,006,000 »	55,000 »	11,000 »	100,000 »	»	»	»
1842	4,006,000 »	55,000 »	11,000 »	100,000 »	»	»	»
1843	5,956,000 »	61,000 »	11,000 »	100,000 »	»	»	»
1844	4,006,000 »	57,000 »	11,000 »	104,000 »	»	»	»
1845	»	»	»	»	3,655,000 »	»	444,000
1846	»	»	»	»	3,629,000 »	»	444,000
1847	»	»	»	»	3,654,000 »	»	444,000
1848	»	»	»	»	3,722,000 »	»	444,000
1849	»	»	»	»	3,681,000 »	»	444,000
1850	»	»	»	»	3,681,000 »	»	444,000
1851	»	»	»	»	3,652,000	62,000	420,000
1852	»	»	»	»	3,652,000	62,000	420,000
1853	»	»	»	»	3,652,000	62,000	420,000
1854	»	»	»	»	3,652,000	62,000	510,000
1855	»	»	»	»	3,674,000	62,000	510,000

(1) Daarin begrepen voor de jaren 1831 tot en met 1838, de bevolking van de gedeelten der provinciën Limburg en De sommen in bovenstaande tabel vermeld voor de jaren 1831-1838 behelzen insgelijks de uitgaven gedaan voor het

(2) In 1840 werd het bestuur voor de eerediensten afgescheiden van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en

van 1831 tot en met 1901 voor de eerediensten.

NIET KATHOLIEKE EEREDIENSTEN.			HULPGELDEN	TOTALEN.	CIJFER van 'S LANDS BEVOLKING.	
PROTESTANTSCHEN en ANGLIKAANSCHEN EEREDIENST.	Israelitische eeredienst. Personeel. Bureelkosten van het centraal consistorium en onvoorziene uitgaven	Toelagen voor de gebouwen der protestantsche en israelitische eerediensten.	aan BEDIENNAARS der EEREDIENSTEN.			
"	"	"	"	3,150,046 56	(1) 4,089,553	
"	"	"	"	3,497,252 91	4,102,594	
"	"	"	"	3,474,880 41	4,149,740	
"	"	"	"	3,572,900 "	4,196,886	
"	"	"	"	3,537,900 "	4,208,814	
"	"	"	"	3,586,900 "	4,242,598	
"	"	"	"	4,135,150 "	4,273,176	
"	"	"	"	4,217,934 "	4,317,944	
"	"	"	"	4,186,150 "	4,034,632	
"	"	"	"	4,150,000 "	4,072,619	
"	"	"	"	4,172,000 "	4,138,382	
"	"	"	"	4,170,000 "	4,172,706	
"	"	"	"	4,128,000 "	4,213,863	
"	"	"	"	4,178,000 "	4,258,426	
57,000	11,000	"	154,000	4,321,000 "	4,298,562	
57,000	9,000	"	154,000	4,293,000 "	4,837,196	
57,000	11,000	"	135,000	4,301,000 "	4,338,447	
59,000	11,000	"	139,000	4,375,000 "	4,359,090	
47,000	10,000	"	139,000	4,330,000 "	4,380,239	
47,000	10,000	9,000	"	28,000	4,219,000 "	4,426,205
48,000	9,000	9,000	"	24,000	4,224,000 "	4,473,261
48,000	9,000	9,000	"	24,000	4,224,000 "	4,516,361
48,000	9,000	9,000	"	24,000	4,224,000 "	4,548,507
48,000	9,000	9,000	"	26,000	4,316,000 "	4,585,096
50,000	7,000	9,000	"	18,000	4,330,000 "	4,607,066

Luxemburg door de verdragen van 1839 aan Nederland afgestaan.
afgestane grondgebied.
overgebracht naar het Ministerie van Justitie.

DIENSTJAREN.	KATHOLIEKE EEREDIENST.	PROTESTANTSE EEREDIENST.	ISRAELITISCHE EEREDIENST.	HULPGELDEN aan GEESTELIJKEN.	KATHOLIEKE EEREDIENST.		
					PERSONEEL.	Beurzen en halve beurzen bestemd voor de groote seminariën.	Toelagen voor de gebouwen van den katholieken eeredienst.
1856	»	»	»	»	3,674,000	62,000	510,000
1857	»	»	»	»	3,698,000	62,000	510,000
1858	»	»	»	»	3,695,000	62,000	534,000
1859	»	»	»	»	3,730,000	62,000	476,000
1860	»	»	»	»	3,730,000	62,000	994,000
1861	»	»	»	»	3,730,000	62,000	994,000
1862	»	»	»	»	3,730,000	62,000	994,000
1863	»	»	»	»	4,119,000	62,000	544,000
1864	»	»	»	»	4,538,000	62,000	725,000
1865	»	»	»	»	4,538,000	62,000	725,000
1866	»	»	»	»	4,568,000	62,000	725,000
1867	»	»	»	»	4,573,000	62,000	725,000
1868	»	»	»	»	4,578,000	62,000	725,000
1869	»	»	»	»	4,583,000	62,000	975,000
1870	»	»	»	»	4,595,000	62,000	725,000
1871	»	»	»	»	4,598,000	62,000	725,000
1872	»	»	»	»	4,603,000	62,000	725,000
1873	»	»	»	»	4,618,000	62,000	725,000
1874	»	»	»	»	4,620,000	62,000	725,000
1875	»	»	»	»	4,633,000	62,000	925,000
1876	»	»	»	»	4,637,000	62,000	925,000
1877	»	»	»	»	4,657,000	62,000	925,000
1878	»	»	»	»	4,663,000	62,000	925,000
1879	»	»	»	»	4,666,000	62,000	925,000
1880	»	»	»	»	4,661,000	62,000	925,000
1881	»	»	»	»	4,630,000	»	725,000

NIET KATHOLIEKE EEREDIENSTEN.				HULPGELDEN aan BEDIENAARS der EEREDIENSTEN.	TOTALEN.	CIJFER van 'S LANDS BEVOLKING.
PROTESTANTSCHIE en ANGELIKAANSCHIE EEREDIENST.	Israëlitische eeredienst. Personeel. Bureelkosten van het centraal consistorium en onvoorziene uitgaven.	Toelagen voor de gebouwen der protestantsche en Israëlitische eerediensten.				
50,000	7,000	9,000	»	18,000	4,330,000	4,529,461
50,000	7,000	9,000	»	18,000	4,354,000	4,577,236
52,000	8,000	9,000	»	21,000	4,381,000	4,623,196
52,000	7,000	9,000	»	21,000	4,357,000	4,671,226
52,000	7,000	9,000	»	21,000	4,875,000	4,731,996
52,000	11,000	9,000	»	21,000	4,879,000	4,782,255
52,000	11,000	9,000	»	21,000	4,879,000	4,836,566
58,000	11,000	10,000	20,000	21,000	4,845,000	4,893,021
63,000	11,000	11,000	20,000	21,000	5,451,000	4,940,570
65,000	12,000	11,000	20,000	21,000	5,454,000	4,984,351
65,000	12,000	11,000	20,000	21,000	5,484,000	4,827,833
65,000	13,000	11,000	20,000	30,000	5,499,000	4,897,794
69,000	13,000	11,000	20,000	30,000	5,508,000	4,961,644
69,000	13,000	11,000	20,000	30,000	5,763,000	5,021,336
69,000	13,000	11,000	20,000	30,000	5,525,000	5,087,826
69,000	13,000	11,000	20,000	30,000	5,528,000	5,113,680
69,000	13,000	11,000	20,000	30,000	5,533,000	5,175,037
69,000	13,000	11,000	20,000	30,000	5,548,000	5,253,794
71,000	13,000	16,000	20,000	30,000	5,557,000	5,836,634
73,000	13,000	16,000	20,000	30,000	5,772,000	5,402,938
73,000	13,000	16,000	20,000	30,000	5,776,000	5,336,185
73,000	13,000	16,000	20,000	30,000	5,796,000	5,412,731
73,000	13,000	16,000	20,000	30,000	5,802,000	5,476,939
73,000	13,000	16,000	20,000	32,000	5,807,000	5,536,654
75,000	13,000	16,000	20,000	30,000	5,802,000	5,520,009
75,000	13,000	16,000	20,000	30,000	5,509,000	5,585,648

DIENSTJAREN.	KATHOLIEKE EEREDIENST.	GEREFORMEERDE EEREDIENST.	ISRAELITISCHE EEREDIENST.	HULPGELDEN aan GEESTELIJKEN.	KATHOLIEKE EERDIENST.		
					PERSONEEL.	Beurzen en halve beurzen bestemd voor de groote seminariën	Toelagen voor de gebouwen van den katholieken eeredienst.
1882	»	»	»	»	4,630,000	»	725,000
1883	»	»	»	»	4,630,000	»	425,000
1884	»	»	»	»	4,511,000	»	250,000
1885	»	»	»	»	4,532,000	»	250,000
1886	»	»	»	»	4,542,000	»	250,000
1887	»	»	»	»	4,545,000	»	250,000
1888	»	»	»	»	4,572,000	»	500,000
1889	»	»	»	»	4,574,000	»	500,000
1890	»	»	»	»	4,574,000	»	500,000
1891	»	»	»	»	4,596,000	»	500,000
1892	»	»	»	»	4,602,000	»	500,000
1893	»	»	»	»	4,621,000	»	500,000
1894	»	»	»	»	4,638,000	»	500,000
1895	»	»	»	»	4,664,000	»	500,000
1896	»	»	»	»	4,691,000	»	500,000
1897	»	»	»	»	4,734,000	»	500,000
1898	»	»	»	»	4,785,000	»	(1) 950,000
1899	»	»	»	»	4,810,000	»	600,000
1900	»	»	»	»	(2) 5,614,000	»	700,000
1901	»	»	»	»	6,006,000	»	(4) 1,050,000

(1) Waarvan 550,000 frank voor het bouwen der nieuwe kerk van SS. Pieter en Pauwel te Oostende (wet van 9 Mei 1898).

(2) Uitvoering der wet van 24 April 1900 betreffende de jaarwedde der bedienaars van den katholieken eeredienst.

(3) Een krediet van 10,000 frank was op de Begroeting ingeschreven. De wet van 12 Augusti 1901 heeft dit krediet naar eenen

(4) Waarvan 550,000 frank als tijdelijke last.

NIET KATHOLIEKE EEREDIENSTEN.					HULPGELDEN	TOTALEN.	CIJFER van 'S LANDS BEVOLKING.
PROTESTANTSCHEN en ANGLIKAANSCHEN EEREDIENST.	Israëlitische eeredienst. Personeel, Bureelkosten van het centraal consistorium en onvoorziene uitgaven.	Toelagen voor de gebouwen der protestantsche en Israëlitische eerediensten.	aan BEDIENAAERS der EEREDIENSTEN.				
75,000	13,000	16,000	20,000	30,000	5,509,000	5,655,196	
75,000	13,000	16,000	20,000	30,000	5,209,000	5,720,807	
75,000	13,000	16,000	10,000	30,000	4,905,000	5,784,958	
75,000	13,000	16,000	10,000	30,000	4,926,000	5,853,278	
75,000	10,000	16,000	10,000	30,000	4,933,000	5,909,975	
75,000	10,000	16,000	10,000	30,000	4,936,000	5,974,743	
80,000	10,000	18,000	10,000	30,000	5,220,000	6,030,043	
80,000	10,000	18,000	10,000	30,000	5,222,000	6,093,798	
80,000	11,000	18,000	10,000	30,000	5,223,000	6,069,321	
79,000	10,000	18,000	10,000	30,000	5,243,000	6,136,444	
81,000	10,000	18,000	10,000	30,000	5,251,000	6,195,355	
79,000	11,000	18,000	10,000	30,000	5,269,000	6,262,272	
79,000	10,000	18,000	6,000	30,000	5,281,000	6,341,958	
81,000	10,000	19,000	3,000	30,000	5,307,000	6,410,783	
81,000	10,000	19,000	»	30,000	5,331,000	6,495,886	
83,000	10,000	19,000	10,000	30,000	5,386,000	6,586,593	
83,000	10,000	19,000	10,000	30,000	5,837,000	6,669,732	
84,000	10,000	19,000	10,000	30,000	5,563,000	6,744,532	
84,000	10,000	19,000	(3) »	30,000	6,457,000	6,815,064	
85,000	10,000	21,000	10,000	30,000	7,212,000	»	

anderen post overgebracht.

BIJLAGE II.

Personeel van Staats Weldadigheidsscholen, te Ruiselede-Beernem.

AANWIJZING DER BEDIENING.	Getal beambten.	Jaarwedde.		Totaal der jaarwedden.
		Minimum.	Maximum.	
Secretarissen der toezichts-comiteiten				
Bestuurders	1	6,000	8,000	9,600
Onder-bestuurder	1	3,000	4,500	3,500
Bureeloverste.	"	"	"	"
Katholieke aalmoezeniers	1	2,600	3,000	3,000
Hulpaalmoezeniers	1	1,800	2,200	2,000
Geneesheeren.	1	2,400	2,800	3,560
Hulpgeneesheeren	1	1,800	2,200	2,200
Hoofdonderwijzers	1	2,200	2,700	2,700
Onderwijzers.	6	1,600	2,000	11,800
Hulponderwijzers	"	"	"	"
Boekhouders	1	2,800	3,400	3,400
Klerken van 1 ^o klasse	2	2,100	2,800	5,500
— 2 ^o —	2	1,600	2,000	3,400
— 3 ^o —	3	1,200	1,800	4,555
Magazijniers	"	1,600	2,000	"
Bewaaksters (nonnen)	15	700	900	12,700
Hoofdbewakers	2	2,000	2,600	4,100
Bewakers van 1 ^o , 2 ^o en 3 ^o klasse	19	1,200	1,700	24,900
Leeraar landbouwtoeziener	"	"	"	"
Bijzondere bewakers	"	"	"	"
Muzikleeraars	1	"	"	250
Organisten, zangers, misdieners	1	"	"	150
Protestantsche en israëlitische aalmoezeniers	"	"	"	"
Onvoorziene uitgaven (tijdelijke vervanging van zieke beambten, hulpelden, vergoedin- gen, enz.)	"	"	"	"
Kosten van vertegenwoordiging	"	"	"	600
Loon van poortiers, ziekenverplegers, andere beambten der hoeve, bakker, enz.	"	"	"	47,000
Mogelijke verhoogingen.	"	"	"	2,257
Reis- en verblijfkosten	"	"	"	1,600
				147,952
Kosten voor kleeding en uitrusting der bewa- kers.	"	"	"	2,000
				149,952

(4) Toepassing van artikel 5 van het koninklijk besluit van 12 December 1896.

Personeel van Staats Weldadigheidsschool, te Saint-Hubert.

AANWIJZING DER BEDIENING.	Getal beambten.	Jaarwedde,		Totaal der jaarwedden.
		Minimum.	Maximum.	
Secretarissen der toezichts-comiteiten	»	»	»	»
Bestuurders	1	5,000	7,000	4,500
Onder-bestuurder	»	»	»	»
Bureeloverste	»	»	»	»
Katholieke aalmoezeniers	1	5,100	5,500	2,700
Hulpaalmoezeniers	»	»	»	»
Geneesheeren	1	2,400	2,800	2,600
Hulpgeneesheeren	»	»	»	»
Hoofdonderwijzers	1	2,700	3,200	2,900
Onderwijzers	3	2,000	2,400	10,650
Hulponderwijzers	»	»	»	»
Boekhouders	1	3,500	3,900	4,150*
Klerken van 1 ^e klasse	1	2,200	2,900	2,900
— 2 ^e —	4	1,700	2,100	7,200
— 5 ^e —	2	1,500	1,600	2,900
Magazijniers	1	1,700	2,100	2,100
Bewaaksters (nonnen)	2	700	900	1,600
Hoofdbewakers	1	2,000	2,800	2,800
Bewakers van 1 ^e , 2 ^e en 5 ^e klasse	40	1,400	1,900	59,000
Leeraar landbouwtocziener	1	1,450		1,450
Bijzondere bewakers	»	»	»	»
Muziekleeraars	1	500		500
Organisten, zangers, misdieners	1	500		500
Protestantsche en israëlitische aalmoezeniers	»	»	»	»
Onvoorziene uitgaven (tijdelijke vervanging van zieke beambten. hulpelden, vergoedin- gen, enz.)	»	»	»	5,900
Kosten van vertegenwoordiging	»	»	»	»
Loon van poortiers, ziekenverplegers, andere beambten der hoeve, bakker, enz.	»	»	»	3,000
Mogelijke verhoogingen.	»	»	»	4,490
Reis- en verblijfkosten	»	»	»	2,500
				122,600
Kosten voor kleeding en uitrusting der bewa- kers.	»	»	»	2,000
				124,600

(1) Toepassing van artikel 3 van het koninklijk besluit van 12 December 1896.

Personeel van Staats Weldadigheidsschool, te Rekhem.

AANWIJZING DER BEDIENING.	Getal beambten.	Jaarwedde.		Totaal der jaarwedden.
		Minimum.	Maximum	
Secretarissen der toezichts-comiteiten	"	"	"	"
Bestuurders	1	5,000	7,000	5,000
Onder-bestuurder	"	"	"	"
Bureeloverste	"	"	"	"
Katholieke aalmoezeniers	1	5,100	5,500	5,500
Hulpalmoezeniers	"	"	"	"
Geneesheeren	1	2,400	2,800	2,400
Hulpgeneesheeren	"	"	"	"
Hoofdonderwijzers	1	2,700	3,200	3,200
Onderwijzers	4	2,000	2,400	9,150
Hulponderwijzers	"	"	"	"
Boekhouders	1	5,500	5,900	5,600
Klerken van 1 ^e klasse	1	2,200	2,900	2,200
— 2 ^e —	3	1,700	2,100	8,500
— 3 ^e —	2	1,500	1,600	3,200
Magazijniers	1	1,700	2,100	2,100
Bewaaksters (nonnen)	5	"	"	5,000
Hoofdbewakers	2	2,000	2,800	4,100
Bewakers van 1 ^e , 2 ^e en 3 ^e klas.	53	1,400	1,900	49,650
Leeraar landbouwtoezieners	"	"	"	"
Bijzondere bewakers	"	"	"	"
Muziekleeraars	"	"	"	"
Organisten, zangers, misdieners	3	"	"	36
Protestantsche en israelitische aalmoezeniers	"	"	"	"
Onvoorziene uitgaven (tijdelijke vervanging van zieke beambten, hulpgelden, vergoedin- gen, enz.)	"	"	"	"
Kosten van vertegenwoordiging	"	"	"	"
Loon van poortiers, ziekenverplegers, andere beambten der hoeve, bakker, enz.	"	"	"	19,077
Mogelijke verhoogingen	"	"	"	1,585
Reis- en verblijfkosten	"	"	"	2,500
				119,796
Kosten van kleeding en uitrusting der bewa- kers	"	"	"	2,000
				121,796

Personeel van Staats Weldadigheidsschool, te Moll.

AANWIJZING DER BEDIENING.	Getal beambten.	Jaarwedde.		Totaal der jaarwedden.
		Minimum	Maximum.	
Secretarissen der toezichts-comiteiten . . .	»	»	»	»
Bestuurders	1	5,000	7,000	6,500
Onderbestuurder.	»	»	»	»
Bureeloverste	»	»	»	»
Katholieke aalmoezeniers	1	3,100	5,500	5,500
Hulpaalmoezeniers	»	»	»	»
Geneesheeren.	1	2,400	2,800	2,800
Hulpgenesheeren	1	1,800	2,200	1,800
Hoofdonderwijzers	1	2,700	5,200	5,200
Onderwijzers	3	2,000	2,400	6,500
Hulponderwijzers	»	»	»	»
Boekhouders	1	5,500	5,900	5,900
Klerken van 1 ^o klasse	3	2,200	2,900	7,850
— 2 ^o —	1	1,700	2,100	2,100
— 3 ^o —	»	»	»	»
Magazijniers	1	1,700	2,100	2,100
Bewaaksters (nonnen)	»	»	»	»
Hoofdbewakers	2	2,000	2,800	4,500
Bewakers van 1 ^e , 2 ^e et 3 ^e klasse	29	1,400	1,900	45,200
Leeraar landbouwtoeziener	»	»	»	»
Bijzondere bewakers	»	»	»	»
Muziekleeraars	1	»	»	100
Organisten, zangers, misdieners	1	»	»	350
Protestantsche en israëlitische aalmoezeniers .	»	»	»	»
Onvoorziene uitgaven (tijdelijke vervanging van zieke beambten, hulpelden, vergoedin- gen, enz.)	»	»	»	1,862
Kosten van vertegenwoordiging	»	»	»	»
Loon van poortiers, ziekenverplegers, andere beambten der hoeve, bakker, enz.	»	»	»	7,645
Mogelijke verhoogingen.	»	»	»	1,000
Reis- en verblijfkosten	»	»	»	2,480
				100,987
Kosten voor kleeding en uitrusting der bewa- kers.	»	»	»	2,000
				102,987

Personnel van Staats Weldadigheidsschool, te Namen.

AANWIJZING DER BEDIENING.	Getal beamten.	Jaarwedde.		Totaal der jaarwedden.
		Minimum.	Maximum.	
Secretarissen der toezichts-comiteen	1	3,080		3,080
Bestuurders	1	1,200		1,200
Onderbestuurder	"	"	"	"
Bureeloverste,	1	3,500	4,500	4,000
Katholieke aalmoezeniers	1	3,100	3,500	3,300
Hulpaalmoezeniers	"	"	"	"
Geneesheeren,	1	2,400	2,800	2,800
Hulpgeneesheeren	"	"	"	"
Hoofdonderwijzers	"	"	"	"
Onderwijzers,	"	"	"	"
Hulponderwijzers	"	"	"	"
Boekhouders	"	"	"	"
Klerken van 1 ^o klasse	1	2,200	2,900	2,200
— 2 ^o —	2	1,700	2,100	3,800
— 3 ^o —	"	"	"	"
Magazijniers	1	1,700	2,100	1,900
Bewaaksters (nonnen)	27	700	900	21,900
Hoofdbewakers	"	"	"	"
Bewakers van 1 ^o , 2 ^o en 3 ^o klasse	3	1,400	1,900	5,050
Leeraar landhouwtoeziener.	"	"	"	"
Bijzondere bewakers	"	"	"	"
Muzikleeraars	"	"	"	"
Organisten, zangers, misdieners	2	"	"	125
Protestantsche en israelitische aalmoezeniers	2	"	"	700
Onvoorziene uitgaven (tijdelijke vervanging van zieke beamtten, hulpelden, vergoedin- gen, enz.)	"	"	"	2,000
Kosten van vertegenwoordiging	"	"	"	"
Loon van poortiers, ziekenverplegers, andere beamtten der hoeve, bakker, enz.	"	"	"	540
Mogelijke verhoogingen	"	"	"	690
Reis- en verblijfkosten	"	"	"	400
				55,685

BIJLAGE III.

Ziehier de tabel der tot heden verschenen boekdeelen van de Verzameling der oude wetten en ordonnantiën :

RECUEIL DES ORDONNANCES DE LA PRINCIPAUTÉ DE LIÈGE

- 1^o reeks : 974-1506, door den heer ST. BORMANS, 1 deel, 1878 ;
- 2^o reeks : 1506-1684, door den heer L. POLAIN, 3 deelen, I, 1869 ; II, 1871 ; III, 1872 ;
- 3^o reeks : 1684-1794, door den heer L. POLAIN, 2 deelen, I, 1855 ; II, 1860.

RECUEIL DES ORDONNANCES DES PAYS-BAS.

- 2^o reeks : 1506-1700, door den heer CH. LAURENT, 2 deelen, I, 1893 ; II, 1898 ;
- 3^o reeks : 1700-1794, 10 deelen, I, 1860 ; II, 1867 ; III, 1873 ; IV, 1877 ; V, 1882 ; VI, 1887, door den heer GACHARD ; VII, 1890 ; VIII, 1894 ; IX, 1897 ; X, 1901, door den heer J. DE LE COURT.

RECUEIL DES ORDONNANCES DE LA PRINCIPAUTÉ DE STAVELOT.

- 648-1794, door den heer POLAIN, 1 deel, 1803.

RECUEIL DES ORDONNANCES DU DUCHÉ DE BOUILLON.

- 1240-1795, door den heer POLAIN, 1 deel, 1868.

